

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 256. — 16 OCTOBRE 1965

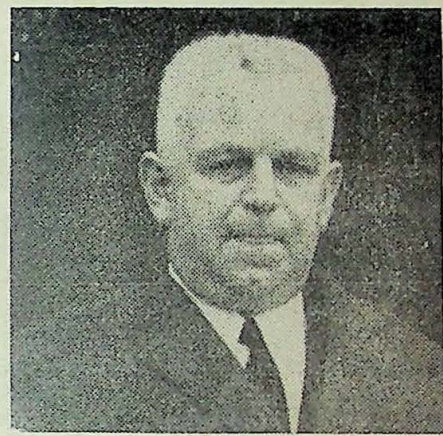
BUDGET 1966



(Photo Agip)

**Force
de frappe**

◀ **Les privilégiés** ▶



(Photo A.D.P.)

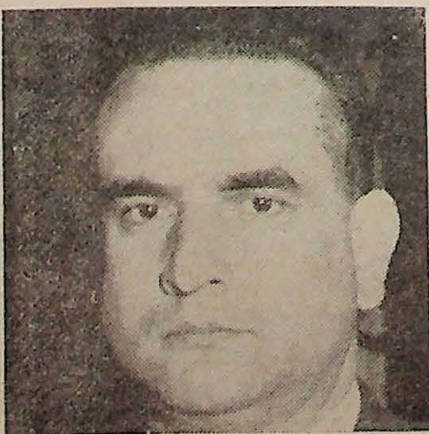
Autoroutes



(Photo A.D.P.)

Enseignement

Logements



(Photo Keystone.)

◀ **Les sacrifiés** ▶



(Photo A.D.P.)

(Voir en page 3 l'éditorial de Georges Servet)

A propos des présidentielles

● Jean-Pierre Mouvaux, Sainghin-en-Mélantois (Nord)

En lisant la Tribune libre du dernier T.S., j'ai connu la situation pénible de l'âne qui, entre deux boîtes de foïn, ne sait laquelle manger. « Pour la candidature Mitterrand » : les arguments sont solides, je suis convaincu. « Contre la candidature Mitterrand » : les arguments sont solides, je suis convaincu ; et ainsi de suite, jusqu'à épuisement des textes...

Mais, en réalité, à la triste situation de l'âne en question, il y a une solution : s'apercevoir que les deux boîtes de foïn sont bonnes et les manger l'une après l'autre.

Partisans et adversaires de la « candidature Mitterrand », nous avons en commun la conviction que l'objectif essentiel c'est l'unité des forces socialistes ; c'est donc en fonction de cet objectif fondamental que doivent se classer nos désirs contradictoires. Dès lors, une solution claire apparaît.

Bien sûr que nous sommes pour la candidature unique de la gauche. Il n'y a pas d'autre solution que d'accepter celle qui se présente.

Nous la soutiendrons donc activement.

Nous la prendrons même au sérieux :

— en dénonçant, sans ménagement, toutes les illusions et les entourloupettes que peut couvrir l'opération qu'on nous présente ;

— en poussant en avant, à toute occasion, les mots d'ordre : Unité des forces socialistes pour la conquête du pouvoir ; Pour une République socialiste.

Discussion sur un programme commun :

● Patrick Hembert, 17, rue du Lycée, Grenoble (Isère)

Je viens de prendre connaissance de votre article paru dans Tribune Socialiste du 2-10-65.

Vous avez fait votre article sous la forme de six questions auxquelles, d'après vous, le Conseil national du P.S.U. devra répondre quoi qu'il arrive.

En fait, ces six questions n'apparaissent comme un brillant artifice (que je ne vous reproche nullement d'ailleurs) tant il est vrai que dans ces questions sont incluses les réponses qui, selon votre point de vue, devraient constituer la base de l'attitude du P.S.U. face à la candidature de François Mitterrand.

Cependant, à ces questions dont le caractère interrogatif est peu marqué, je voudrais donner les réponses qui me viennent à l'esprit.

A votre première question, je réponds : Oui, le P.S.U. peut présenter une candidature, car si le P.S.U. « a obtenu un candidat pour qui fassent campagne et les socialistes et les communistes », le parti n'a pas « obtenu » ce qu'il demande depuis un an pour la réalisation d'une telle candidature, c'est-à-dire l'élaboration d'un programme commun.

A la seconde de vos questions, je ne réponds ni par « oui » ni par « non » car ses termes me semblent particulièrement ambigus. Depuis plus d'un an, le P.S.U. mène une campagne pour la réalisation d'un programme commun ; nous sommes maintenant à deux mois de l'élection présidentielle et il est indispensable que nous prenions position. Par leur attitude, la S.F.I.O. et le P.C.F. ont montré clairement la valeur qu'ils accordaient à l'exigence d'un programme commun. Si le P.S.U. suivait l'exemple de la S.F.I.O. et du P.C.F., il renoncerait dans les faits à cette exigence, même s'il justifiait sa position lors de la campagne électorale en disant : « Le P.S.U. invite ses adhérents à voter pour François Mitterrand afin de ne pas apparaître comme un diviseur de la gauche, mais continuera à lutter pour la réalisation d'un programme commun. »

Au contraire, une candidature P.S.U. apparaîtrait comme l'expression politique de cette exigence. Un parti politique est jugé sur ce qu'il fait, non sur ce qu'il dit.

La troisième question suscite chez moi une réponse négative dans la mesure où François Mitterrand ne propose aucun moyen concret pour mettre fin à la permanence de l'injustice sociale. Ce serait tromper la classe ouvrière que de ne pas lui présenter les moyens mis en œuvre pour satisfaire ses revendications sous le prétexte fallacieux de créer chez elle un mouvement unitaire qui, par la suite, se retournerait contre elle. En effet, il faut se méfier, et je pense que vous serez d'accord avec moi,

— en rappelant, à temps et à contretemps, les points que M. Mitterrand a « oubliés » dans son programme : nationalisations ; une nouvelle Constitution ; retrait de la France de l'O.T.A.N.

Voilà la réponse que nous pourrions faire à ceux qui nous demanderont si nous sommes pour ou contre la candidature Mitterrand.

Voilà la position que le parti peut prendre publiquement ; ce n'est pas un « Oui, mais... », c'est un « Oui, et de plus... ».

Nous irons aussi offrir à M. Mitterrand nos services pour la campagne présidentielle, et nous pourrions lui proposer des titres d'affiches ; au besoin, nous savons, nous aussi, rédiger des affiches et les coller.

Nous profiterons de toutes les occasions de contacts, à la base, au milieu et au sommet, avec dirigeants et militants socialistes et communistes, pour remettre sans cesse sur le tapis l'exigence et la condition de l'unité : la discussion d'un programme commun. Ce serait bien le diable si ça ne finissait pas par leur démanter les oreilles.

De toute façon, je pense que ce n'est pas casser les bras à personne de rappeler que Mitterrand a peu de chances de passer au premier tour. Si jamais il y a un second tour et que certains s'avisent de changer de camp, leur place apparaîtra étrangement vide. Et, en tout cas, après la bataille, nous aurons sans doute à rappeler encore une certaine petite condition nécessaire à la victoire des forces socialistes : l'union autour d'un programme de marche vers le socialisme.

des hommes qui, à l'image de notre président actuel, brossent, d'une manière brillante, un tableau de la situation économique en se gardant bien de préciser les objectifs et moyens qu'ils se fixent pour améliorer cette même situation économique. Une telle attitude oratoire est toujours l'expression d'une politique sociale conservatrice.

D'autre part, il est indispensable que les syndicats prennent nettement parti sur les moyens politiques et économiques de mettre fin à l'injustice sociale. C'est la condition sine qua non de leur efficacité et la véritable justification de l'élaboration d'un programme commun. Telle est, à mon sens, la direction dans laquelle les militants P.S.U. au sein des différentes centrales syndicales doivent travailler. En présentant son candidat et surtout son programme, le P.S.U. proposera à la classe ouvrière les objectifs et les moyens concrètement réalisables que François Mitterrand refuse de lui donner. Dans le domaine politique, l'unité n'a de valeur que si elle se fait sur des objectifs précis. Le moins que l'on puisse dire est que le style oratoire de François Mitterrand s'accommode mal de la précision.

Quatrième question. — Je ne vois pas en quoi des organisations telles que la Ligue des Droits de l'Homme seraient réduites à l'inaction si elles n'étaient pas suivies par l'ensemble des forces de gauche. L'organisation dont vous êtes le président a su, au moment de la guerre d'Algérie, agir avec courage et succès pour la défense de ses idéaux ; cela, sans le soutien de toutes les forces de la gauche.

Cinquième question. — Pour ma part, si François Mitterrand se présentait comme l'homme désireux de réunir dans un dialogue commun l'ensemble des partis de gauche afin de faire face à la réaction et au pouvoir personnel, je ferais fi des faiblesses de son passé politique : on ne peut jamais reprocher à un homme d'évoluer. Malheureusement, la légèreté que vous estimez être à l'origine des faiblesses qui ont entaché le passé politique de François Mitterrand semble s'être perpétuée dans la manière dont le candidat veut regrouper sur son nom l'ensemble de la gauche.

Sixième question. — Dans la sixième question, sans doute, sans le vouloir, vous donnez l'élément justificatif d'une candidature P.S.U. La présence d'un candidat et d'un programme P.S.U. aux élections présidentielles sera la preuve que le parti attache plus d'importance à l'absence de contenu politique qu'à la forme électorale, apparemment flatteuse pour la gauche, de la candidature Mitterrand.

D'autre part, je ne vois pas com-

ment le P.S.U. pourrait participer directement ou indirectement à la campagne du candidat en lui donnant un sens réel.

Si cela était, le P.S.U. se devrait de fixer un certain nombre d'objectifs réalisables à court et à moyen terme qui ne feraient pas l'unanimité dans la coalition pour la bonne raison qu'ils n'auraient pas été discutés en commun.

En conclusion, il me semble néfaste que ceux qui se réclament du socialisme fassent leur unité autour d'un homme à qui on laisse carte blanche à la suite d'une conférence de presse où rien de précis n'émerge. A ce propos, il est parfaitement normal que certains, ne sachant pas ce que pense et ce que veut le candidat, aillent chercher dans son passé politique des indications plus précises. Devant une telle situation, je pense sincèrement qu'une candidature P.S.U. apparai-

● Charles Boujat, 5, rue Marcellin-Berthelot, Alfortville (Seine).

Dans un meeting à la Mutualité, cette année, le camarade Claude Bourdet, au cours de son intervention, prenait en exemple un conte d'Andersen : « Le Roi ». Permettez-moi, camarade, pour Tribune libre, de prendre, à mon tour, un exemple connu : l'âne de Buridan, une nouvelle que je titre : L'âne du P.S.U.

Il y avait une fois, un âne qui s'appelait P.S.U., il était gros et gras, possédait une tête bien pensante, pleine de bonne volonté, allait toujours de l'avant, progressiste en somme...

Or un jour, notre P.S.U. se trouva dans une situation délicate : son maître, voulant le mettre à l'épreuve, lui déposa un seau d'eau portant inscription P.C., et un sac d'avoine avec inscription S.F.I.O.

Notre âne ne savait où donner de la tête...

● Brugie, 1, avenue Courteline, Paris (12)

Par son imprévoyance, le P.S.U. se trouve, une fois de plus, en difficulté.

Chose rare, il avait été unanime pour préconiser une candidature unique à l'élection présidentielle. Il a mené une campagne vigoureuse pour atteindre ce but. Or, tandis que, contre toute attente, les deux autres partis socialistes se déclarent prêts à appuyer le candidat qui se présente pour réaliser l'union de la gauche, c'est précisément le P.S.U. qui met en cause la validité de cette candidature.

Certes, Mitterrand n'est pas le candidat que nous souhaitons. Sans doute s'est-il désigné lui-même et n'a-t-il pas établi de contacts pour l'établissement d'un programme commun comme le demandait le P.S.U. Mais notre parti pouvait-il espérer l'union sur un tel programme alors que toutes les formations intéressées ont la vocation de rester séparées tout en acceptant le principe de compromis pour des buts limités et immédiats ?

Dans l'esprit des électeurs, il restera, si le P.S.U. se prononce finalement contre la candidature Mitterrand, qu'il a fait sa proposition d'union avec le sentiment et l'espoir qu'elle n'aboutirait pas et qu'il se trouve pris à son propre piège. Son prestige n'en sera pas grand.

Déjà, en présentant comme une mesure démocratique la consultation de ses militants, il a commis une autre faute car il a montré publiquement qu'il envisageait une prise de position définitive contraire à sa propre initiative. Cela ne fait guère sérieux aux yeux de l'opinion publique et cela fait revivre les dissensions passées qui ont fait tant de mal au

trait comme l'expression de la sauvegarde de la gauche, car c'est bien d'une sauvegarde de la gauche et de ses idées qu'il s'agit face à des manœuvres purement électoralistes qui ont déjà fait suffisamment de mal dans le mouvement socialiste français. Je souhaite avant tout que le P.S.U., lors du prochain Conseil national, se prononce sans équivoque, c'est-à-dire soit pour le soutien à Mitterrand, soit pour la présentation d'un candidat et d'un programme P.S.U.

Pour ma part, je suis prêt à suivre la décision de la majorité, mais il me semble indispensable que le P.S.U. évite une position intermédiaire du type :

« Le P.S.U. invite ses adhérents à voter contre la réaction et le pouvoir personnel. » Cela prouverait que l'électoralisme décadent de la S.F.I.O. fait tache d'huile.

Boirait-il d'abord ou mangerait-il pour commencer ?

Pas la moindre idée de faire un mixage.

Au loin, un vieux lion le regardait d'un air dédaigneux. Ce vieux lion se méfiait des ruades de cet Aliboron. Aujourd'hui, la mine déconfite de notre âne lui donnait confiance.

Les jours passaient et notre âne restait toujours indécis, il maigrissait à vue d'œil.

Un matin, il ne trouva plus rien, ni seau ni sac, les deux s'en étant allés faire les délices d'un mulet vaniteux !

Sans nourriture, l'âne agonisa, il mourut ; le vieux lion en profita, mangea sa dépouille, ce qui lui redonna des forces et prolongea sa vie.

Moralité : dans la vie, il y a des pilules amères à avaler, mieux vaut souffrir que de se voir disparaître.

parti qu'il a failli sombrer. Le P.S.U., au surplus, peut soutenir Mitterrand sans déchoir car, comme le fait remarquer Andrée Viénot, les options fondamentales prises par lui constituent un sérieux pas vers la démocratie.

En bref, nous ne pouvons, sans nous aliéner pour toujours les couches populaires, que soutenir la candidature Mitterrand, car il ne peut être question ni de nous abstenir ni de nous ridiculiser en émettant et préconisant un vote favorable assorti de réserves. Dans une élection au suffrage universel, il faut prendre des positions simples et nettes. C'est manquer totalement de sens politique de faire état aussi bien des calculs qui ont conduit la S.F.I.O., comme le P.C., à donner leur appui à Mitterrand, ou Guy Mollet personnellement à se montrer favorable à une éventuelle candidature Pinay. C'est manquer de réalisme que de reprocher à Mitterrand de représenter la IV^e quand on prétend œuvrer en vue d'un reclassement politique et un renouvellement du socialisme. N'y a-t-il pas parmi nous d'autres représentants de la IV^e ? Pourquoi devrait-on admettre qu'ils sont seuls à avoir le droit de changer d'opinion et de se « renouveler » ?

On a dit que l'élection présidentielle n'est qu'un épisode de la lutte politique et qu'il faut surtout songer à l'action future. C'est exact mais, en vue des combats à venir, la gauche et, en particulier, le P.S.U., devrait rechercher des méthodes nouvelles et prendre, notamment, avec la classe ouvrière, des contacts étroits que le P.S.U. a totalement négligé de prendre jusqu'à ce jour. J'ai déjà insisté sur ce point à maintes reprises.

GIRONDE : Comité d'Union des Gauches

A la suite d'une première prise de contact, le 21 septembre, à l'initiative du P.S.U., entre les représentants des divers partis et organisations de gauche suivants :

P.S.U. (Jaumouillié), P.C. (Rieu, Rivière), S.F.I.O. (Lafitte), Jeune République (Biondini), Mouvement travailliste (Junqua), U.P.S. (Bonneville), C.G.T. (Guillemot), Ligue des Droits de l'Homme (Lajouanie), Convention girondine des institutions républicaines et Comité d'Action aquitaine (Bayle), une nouvelle réunion a eu lieu le 29 septembre en vue d'examiner les idées de base susceptibles de constituer un programme commun de toute la gauche.

Il a été décidé la constitution d'un comité, après avoir constaté l'accord sur les options fondamentales suivantes :

1° Lutte contre le pouvoir personnel et un régime présidentiel plébiscitaire ;

2° Réforme des institutions pour une démocratie nouvelle ;

3° Développement d'un véritable enseignement démocratique et laïque doté des crédits nécessaires ;

4° Réforme d'une fiscalité abusive qui frappe les produits du travail ;

5° Abandon d'une force de frappe ruineuse et illusoire.

D'autres questions ont été examinées, notamment : la responsabilité de l'exécutif devant le Parlement ; les libertés publiques et individuelles ; les libertés syndicales ; la paix et la coexistence pacifique ; le logement ; la planification démocratique ; le droit à l'information et la protestation contre l'usage de la télévision à des fins de propagande.

L'INTENDANCE

UN des aspects bien connus de l'élection présidentielle aux Etats-Unis est la paralysie de la vie publique pendant près d'un an : l'administration n'a que des précautions électorales, elle n'a plus de politique

La pâle copie du système à laquelle nous assistons sur le bon vouloir du général-président entraîne en France des résultats assez nettement différents : la paralysie n'est pas le fait du pouvoir, mais des forces de l'opposition. L'élection présidentielle agit comme un efficace chloroforme. Le gouvernement fait une politique économique parfaitement réactionnaire, va faire voter à la sauvette un budget et un plan de cinq ans, le premier scandaleux par impuissance délibérée, le second incohérent, sans qu'un mouvement de quelque ampleur puisse se déclencher. Mitterrand et l'unité par défaut qu'il représente incarnent à cet égard la forme la plus achevée de la paralysie.

Or quand discuterait-on de l'avenir du pays sinon quand on discute à la fois un plan et un candidat présidentiel au moment où les problèmes à long terme de l'économie française se posent avec le plus de netteté ?

Car « l'intendance » va mal. Certes la « reprise » est en train de se faire. Elle est même assurée. Mais elle ne résout rien. L'économie connaît des phases compliquées où la production s'adapte à la demande, c'est-à-dire à la consommation, de manière variable. Le fait que nous soyons en période de liquidation de stocks, et, par conséquent, de reprise, n'est guère à mettre à la gloire du gouvernement : « Il n'a rien fait pour cela, il s'est borné à avoir du flair. »

La reprise telle qu'elle se produit va entraîner au moins un résultat : on va se mettre à dire partout que les affaires remarchent et que ça va bien comme ça. Or ce n'est pas le cas. Le capitalisme dispose maintenant de techniques économiques assez efficaces pour pouvoir organiser son propre développement dans des conditions à peu près régulières, sous condition qu'il soit lent, sinon c'est l'inflation. Mais cette lente croissance n'est absolument pas suffisante pour assurer l'avenir du pays.

Premier problème : le plein emploi. En France, depuis une dizaine d'années, la productivité par travailleur a augmenté de 4,5 p. 100 par an, grâce au progrès technique, pendant que la population active était stable. Maintenant cette population active augmente de 1 p. 100 par an. Or la production augmente comme le nombre des travailleurs et comme la productivité de chacun d'eux : $4,5 + 1 = 5,5$ p. 100. Cette arithmétique peu contestable et de difficulté limitée a un gros avantage : elle

montre que le gouvernement, si l'on en croit les prévisions qu'il a rendues publiques il y a trois semaines, organise volontairement le sous-emploi de 1 p. 100 des travailleurs disponibles l'année prochaine, soit 200.000 personnes, puisqu'il ne prévoit qu'une production en croissance de 4,5 p. 100 et non de 5,5 p. 100 comme le permettraient les structures actuelles du pays. Comme la situation de l'emploi est déjà en train de se détériorer cette année, les choses risquent de se gâter beaucoup l'an prochain.

Deuxième problème : les besoins collectifs. Dans ce domaine, le budget de 1966 est inacceptable. Les dotations à la santé, à l'équipement social, sportif et culturel, ont été douloureusement rognées, et si l'Education nationale n'est pas aussi maltraitée qu'elle aurait pu l'être, ses crédits restent parfaitement insuffisants devant les besoins.

L'équipement urbain fait lui aussi l'objet de dotations très insuffisantes : l'Etat et quelques grandes villes vont par exemple renoncer aux options prises sur un certain nombre de terrains faute de crédits pour les acheter. Ce sera autant de moins de construit ou d'équipé. Remarquez bien que si ces terrains figurent au plan d'urbanisme, on finira toujours par les acheter, mais plus tard et plus cher : tout n'est jamais perdu pour tout le monde. De la même manière la timide politique de transformation des structures agricoles, que le gaullisme avait commencé à mettre en place, est, elle aussi, bloquée faute de crédits : les S.A.F.E.R. le savent bien. La recherche scientifique continue à ne recevoir que des aumônes à côté de l'effort massif que font dans ce domaine les Etats-Unis, l'Union Soviétique et la Grande-Bretagne. Enfin, le problème de la Sécurité sociale, dont tout le monde sait qu'il sera déterminant en 1966, ne reçoit dans le budget aucune amorce de solution. Comme il faudra bien payer, l'équilibre budgétaire n'est qu'une hypocrisie. Un budget hypocrite, organisant le sous-développement et le chômage : il suffirait d'une seule de ces raisons pour le refuser.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement propose en même temps au Parlement un projet de plan contradictoire par ses ambitions avec le budget : c'est le signe qu'il ne tient pas pour nécessaire de réaliser ce plan. En outre, le plan en question n'est pas cohérent, car il ne repose sur aucune politique financière capable de le réaliser. Le P.S.U. l'avait déjà montré dans son projet de contre-plan, élaboré au moment où ont été connues les options préparatoires. Cette incohérence s'est aggravée dans le projet définitif, au point que les patrons eux-mêmes, qui avaient pour-

tant voté les options préparatoires, ont fait mine de ne pas vouloir le voter au Conseil économique et social. Mais les solidarités d'intérêts sont une chose sérieuse. Les patrons ont voté, après une chaude nuit de négociations dans les bureaux de Pompidou. Les contradictions ne sont évidemment pas résolues pour autant.

En gros, l'affaire est simple : aucune société capitaliste n'a jamais pu réaliser à la fois un développement rapide, le plein emploi, et la stabilité monétaire. Or le plan, qui ne prévoit d'ailleurs pas tout à fait le plein emploi pour 1970, prévoit cependant une croissance presque honorable de l'économie nationale. C'est dire que le risque d'inflation est grand. Et c'est pourquoi Giscard fait une politique différente. A terme, il n'est pas question de réaliser les objectifs sociaux du plan, pourtant dramatiquement insuffisants.

Ceci démontre clairement qu'un développement harmonieux de la société française et européenne — car l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la Hollande se débattent au milieu des mêmes problèmes que nous — ne peut être réalisé que grâce à l'emploi des techniques de gestion économique et financière socialistes. On ne peut maintenir la stabilité monétaire qu'exige le développement des échanges internationaux que si l'Etat a la direction effective de l'émission de monnaie et du crédit, tout comme il a fallu, autrefois, lui conférer le monopole de l'émission des billets. L'essentiel du crédit est déjà nationalisé. Il reste à compléter cette mesure, mais surtout à organiser de manière efficace, rigoureuse et peu coûteuse, le secteur public du crédit.

C'est seulement lorsqu'il sera devenu possible grâce à ces mesures, de diriger et d'orienter efficacement l'économie, qu'un plan redeviendra possible. A ce moment se posera le problème de la hiérarchie des choix qu'il conviendra de faire pour s'acheminer vers une société plus communautaire, et par là, vers le socialisme.

Mais ce qui se passe actuellement, et la nature de la plate-forme économique et financière sur laquelle le général-président veut appuyer sa campagne, montrent que le capitalisme n'est pas près de sortir de ses difficultés. Ce sont nos chances. Le mouvement socialiste ne pourra cependant les saisir que s'il arrive par la précision et la netteté de ses propositions politiques, à convaincre l'opinion qu'il est capable d'assurer dans de bonnes conditions l'avenir du pays alors que la droite ne l'est pas.

Georges Servet.

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

“Quand on soutient, on soutient !”

Que la candidature Mitterrand soit inacceptable pour des socialistes, beaucoup l'ont démontré ici-même et souvent excellemment. Je ne reviendrai donc pas sur les raisons qui font que le ralliement à Mitterrand, le ministre de Laniel, le ministre de la Justice de l'époque de Robert Lacoste, l'américanophile inconditionnel, l'homme de la « démocratie » bourgeoise, serait pour le P.S.U. un véritable reniement, une renonciation à sa raison d'être qui est de poursuivre la lutte pour le socialisme par le renouveau de la gauche.

Ces raisons sont si fortes que bien rares sont ceux qui osent les combattre de front. Chacun sent bien que les militants, qui décideront en dernière analyse, ne se laisseraient pas convaincre de se faire hara-kiri. C'est dans ce contexte que Gilles Martinet a lancé cette idée séduisante : « une chose est la consigne de vote, autre chose est la participation à la campagne »...

Depuis lors, cette proposition a été explicitée, commentée, et force est de reconnaître qu'elle a gagné du terrain, au point qu'elle risque même de devenir majoritaire si l'on en juge par les ralliements, enthousiastes quelquefois, ou résignés souvent, qu'elle a provoqués.

De quoi s'agit-il ?

C'est assez simple, en théorie, il suffit :

1° — d'annoncer que nous voterons Mitterrand ;

2° — de mener une « campagne autonome » où nous soulignerons tout ce qui nous sépare de notre candidat !

Voilà qui pourrait contenter et ceux qui veulent rester des « socialistes » et ceux pour qui le goût de l'unité irait jusqu'à voter Pinay si Waldeck et Mollet en décidaient ainsi (hypothèse peut-être moins absurde qu'il ne paraît et dont nous pourrions bien reparler entre les deux tours !).

Mais il est bon de s'inquiéter un peu lorsqu'on a ainsi réalisé la quadrature du cercle. C'est qu'en effet cette « solution-miracle » est totalement irréalisable :

1° — Il n'est pas sérieux de croire que si le 17 octobre nous annonçons un vote favorable à Mitterrand, on prêtera attention à nos réserves.

2° — Il n'est pas sérieux de s'imaginer que le P.S.U. pourra influencer sur le « programme » de Mitterrand, alors que le P.C.F. lui-même n'obtient aucune satisfaction de ce côté-là.

3° — Il est totalement illusoire de s'imaginer que les militants du parti

auront l'enthousiasme nécessaire pour mener une campagne sur nos positions socialistes alors que la première phase de cette campagne aura été d'annoncer que, de toute façon, nous passerons sous la table.

Si même nos camarades avaient ce courage, de quels moyens disposeraient-ils (ni radio, ni télévision, ni argent) et qui prêterait attention aux proclamations d'un parti qui expliquerait son opposition au candidat pour lequel il appelle à voter !

4° — C'est refuser de voir l'évidence que de ne pas comprendre qu'une fois prise la décision de voter Mitterrand, nous serions, par une logique certaine, pris dans l'engrenage de la campagne.

Non, camarades ! Une fois n'est pas coutume : c'est Waldeck qui a raison sur ce point : « Quand on soutient, on soutient ! ». La recherche de l'unité ne doit pas nous faire retenir une position intenable, totalement irréaliste.

Les partisans du ralliement se sont clairement exprimés. Nous devons, nous aussi, prendre nos responsabilités. Le choix est entre : la consigne d'abstention, le vote nul et la présentation d'un candidat P.S.U. L'abstention est-elle digne d'un parti politique ? Le vote nul serait une solution bien difficile car nous manqueraient les moyens d'expliquer cet-

te consigne inattendue. La présentation d'un candidat P.S.U. a deux avantages :

● Le premier est fondamental : puisque nous rejetons aussi bien la IV^e que la V^e, puisque nous ne voulons ni du gaullisme ni du retour à la vieille « démocratie » bourgeoise qu'incarne Mitterrand, nous devons, positivement, montrer ce pour quoi nous combattons. Beaucoup nous comprendront, non seulement dans la « gauche nouvelle », mais aussi chez les communistes et même peut-être dans les éléments sains, s'il en reste, de la S.F.I.O.

● Le deuxième est tactique : cette solution nous permet, gratuitement (si nous obtenons 5 % des voix) ou pour un million d'A.F. (si nous ne les obtenons pas), de disposer de plusieurs heures de radio, de deux heures de télévision, de 200.000 affiches, 25 millions de tracts-circulaires. Quand avons-nous disposé de pareils moyens pour faire connaître nos idées ? Comment en disposerions-nous en choisissant la « campagne autonome » à l'intérieur du ralliement ?

Ayons le courage de prendre nos responsabilités, même si elles sont aujourd'hui bien lourdes : il s'agit, dans la démission actuelle, d'assurer la présence du mouvement ouvrier !

André Barthélemy.

Faisons le point. Outre les comparaisons, il y a trois candidats déclarés. Tixier-Vignancour : ses positions sont connues. De Gaulle : inutile de le présenter. Quant à Mitterrand, on peut, en toute objectivité, dire qu'il a été porté à la candidature par l'aile démocrate du parti américain.

Reste à savoir si l'aile républicaine du même parti parviendra à convaincre Pinay d'être son porte-drapeau ou si elle devra se rabattre sur quelqu'un d'autre.

De toute façon, il n'y a pas de candidat qui se réclame du socialisme ou dont les socialistes puissent se réclamer. Comment, dans ces conditions, expliquer le ralliement du P. C. F. à Mitterrand en échange non pas d'une discussion sur un programme, mais d'un petit mot de politesse.

On peut penser que le P.C.F. a agi en fonction de la politique unitaire traditionnelle patiemment poursuivie depuis des années mais toujours aussi vainement. On peut penser qu'il voit réellement, dans l'échange de deux lettres, l'apparence d'un commencement d'unité, le premier pas hors de l'isolement où radicaux, S.F.I.O. et compagnie le maintiennent depuis 1948.

En réalité, le P.C.F. n'est pas dupe à ce point. Il connaît comme nous le contexte de la candidature Mitterrand, les tractations de Mollet avec Pinay. Il sait l'essentiel d'une manœuvre destinée à augmenter la surface électorale du front américain. Et il semble bien qu'en se ralliant à Mitterrand, le P.C.F. a simplement saisi une occasion de ne pas présenter de candidat lui-même, de ne pas accepter la bataille sur le terrain que tous les partisans de l'élection du président de la République au suffrage universel, gaullistes et antigauillistes (et ces derniers plus que les autres) avaient piégé pour lui.

Il n'est pas question de faire ici du

prophétisme et de compter les voix que le P.C.F. aurait peut-être perdues si... Il faut simplement rappeler que ce mode de scrutin, s'il favorise aujourd'hui de Gaulle, jouera demain en faveur des centristes de gauche ou de droite, que tous ceux qui le préconisent visent à isoler les socialistes et à obliger le mouvement ouvrier à renoncer à son autonomie politique et à toute option de classe.

Il ne peut donc être question de reprocher au P.C.F. d'esquiver un combat truqué. Au contraire. Les forces populaires doivent choisir leurs méthodes et leur terrain de combat. Il n'était donc pas mauvais en soi de saisir une occasion offerte, de donner la consigne de vote pour le moindre mal mais à condition de présenter nettement cette position pour ce qu'elle est : un compromis.

La vie politique exige que l'on passe par les compromis qui expriment à un moment donné le rapport de force. La candidature Mitterrand pouvait être acceptée comme telle. A condition que ce soit dit clairement.

Il n'en est rien.

Le P.C.F. s'apprête à mener une campagne sur le thème de l'unité réalisée. Pendant ce temps, Mitterrand continuera à se présenter comme un homme n'ayant pris aucun engagement et à mener une campagne à l'américaine au sens politique du terme, c'est-à-dire visant à instituer en France un jeu politique de personnalités sans partie et « au-dessus » des classes. Ne parlons pas à ce propos de rénovation, de méthodes nouvelles. C'est, au contraire, le retour aux notables traditionnels qu'il s'agit d'organiser en liquidant à la fois l'acquis du mouvement ouvrier et les efforts de ces dernières années pour faire surgir dans la vie sociale et politique de nouveaux groupes militants. Durant ce temps également, Mollet préparera l'après 5 décembre.

La moins mauvaise solution

Le réveil des illusions se produira dès le 6, si par hasard il y a un second tour. Il interviendra au plus tard lors des élections législatives. Bien entendu, à ce moment-là, la S.F.I.O. n'hésitera pas à accepter ici ou là les voix du P.C.F. pour grappiller quelques sièges, mais au plan des choses sérieuses, nous retrouverons intact le cartel des non, ce pacte que l'on s'échine à présenter comme une aberration contre nature, alors qu'il est à la fois l'épine dorsale de la IV^e République, l'essentiel de la majorité parlementaire qui a porté de Gaulle au pouvoir le 1^{er} juin 1958 et qu'il exprime, depuis quinze ans, la présence dans la vie politique française d'un parti américain en plusieurs tendances.

Dans ces conditions, si de Gaulle avance les élections législatives, les travailleurs, qui n'auront pas eu le temps d'oublier, se jugeront, une nouvelle fois, trahis par M. Mollet. En réalité Mollet et comparses n'auront, cette fois, encore, trahi personne mais tout simplement suivi leur chemin, immuable depuis 1956. Et ceux qui auront fait croire aux travailleurs que ces messieurs s'apprêtaient à en prendre un autre auront dupé leurs auditeurs.

C'est ce que va faire le P.C.F. Il est prisonnier de la ligne suivie depuis des années. Il a présenté le pouvoir gaulliste comme étant de nature différente de celle des autres gouvernements bourgeois, alors que le gaullisme menait seulement une politique différente. Tous les partis bourgeois avaient reconnu, en fait, la nécessité de couronner le néo-capitalisme par une forme de pouvoir personnel. On a caché, sous le mythe de

la recherche de l'unité, cette réalité profonde, le ralliement au régime présidentiel de la plupart des partenaires avec qui l'on préconisait l'unité. On a refusé de voir et de dire que leur antigauillisme, depuis 1962, relevait surtout de la rivalité d'équipes technocratiques ou de divergences de politique extérieure !...

Le P.C.F. s'est refusé à une politique d'affirmation socialiste qui encore une fois n'exclut pas le compromis mais exige qu'il soit présenté comme tel. Aujourd'hui, le nez sur l'événement, il est trop tard pour changer de ligne. On se rallie donc, au nom de l'unité. On affirme que les divergences avec Mollet-Mitterrand sur le pacte atlantique ne sont pas primordiales mais on oublie de dire que Mollet-Mitterrand ne pensent pas de même et agissent toujours suivant la ligne atlantique. Ils le montreront à la première occasion.

Quant au P.S.U., il a eu tort de cautionner trop longtemps cette recherche de l'unité mythique au lieu de mener un combat vigoureux pour démystifier les « démocrates » français. C'est pourquoi il est aujourd'hui dans une situation très difficile et se trouve contraint de rechercher, non la meilleure position possible, mais la moins mauvaise.

Une seule me paraît exclue : participer à ce monument de confusion que va être la campagne pour Mitterrand. Que nos difficultés soient au moins l'occasion de rompre définitivement avec un mythe néfaste.

Pierre Belleville,
membre du C.N.P.

Le seul possible

De voir notre parti, après tout ce qu'il a fait depuis un an pour la candidature unique de gauche, se refuser à soutenir activement François Mitterrand, voilà certes qui n'aurait guère de raison de nous faire rire, mais pourrait légitimement prêter à rire à nos adversaires !

— Tant pis pour les rieurs, nous rétorquera-t-on !

Sans doute, si les rieurs n'avaient pas de raison profonde de rire de nous. Mais je crains bien que le ridicule qui frapperait alors notre attitude souligne chez nous un défaut fondamental de réflexion et de sérieux politiques.

Quelle est, en effet, la situation ?

En face d'un gouvernement issu d'un coup de force militaire et d'un

coup de bluff de la droite, la gauche, déchirée par ses divisions, apparaissait frappée d'impuissance : un parti communiste mal remis de la déstalinisation ; une S.F.I.O. à laquelle un anticommunisme sommaire tenait lieu de programme, ce qui avait abouti à Suez ou à la politique algérienne de Bob Lacoste ; un parti radical exsangue à force de tendances contradictoires ; mille braves gens au « cœur à gauche » dégoûtés, désespérés.

Après plusieurs années de tâtonnements, un essai de dégel, une immense espérance... avortée ; Defferre ne trouve rien de mieux que de continuer à tenir le parti communiste hors la loi et de chercher au M.R.P. des gens de gauche !

Malgré les appels du Comité Jean

Vilar, puis les heureux aspects de l'union des gauches à Paris, pour les municipales, tout paraissait bouché. Allons-nous nous contenter d'un

respectable candidat symbolique, voué à un nombre de voix symbolique, comme le franc symbolique qu'on al-

A nos lecteurs

De nombreux abonnés (surtout parmi ceux qui ne sont pas membres du P.S.U.) trouveront certainement que les numéros 255 et 256 de « T.S. » sont « indigestes ».

Le Comité de rédaction de « T.S. », jugeant de la forme du journal, ne peut qu'être de leur avis.

Il est vrai que l'abondance des articles présentés en « Tribune libre » répond plus au contenu d'un bulletin intérieur du P.S.U. qu'à celui d'un hebdomadaire d'information.

En ouvrant cette libre discussion sur le problème des élections présidentielles, avant la réunion du Conseil national des 16 et 17 octobre, nous savions que nous courrions ce risque.

Mais nous avons choisi. L'enjeu est trop gros pour que notre silence s'ajoute au mutisme de trop de partis et d'hommes.

Nous pensons donc que nos lecteurs, toute réflexion faite, nous comprendront.

« T.S. »

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

loue en justice au bon dindon de la farce, pur et ridicule ?

C'est alors qu'on a avancé les noms de deux candidats sérieux. Daniel Mayer aurait sans doute eu nos préférences ; il est très vite apparu qu'il n'aurait pas celles de l'appareil S.F.I.O., ni même son acceptation.

Reste François Mitterrand. Or, ce candidat réalise ce miracle (il est pitoyable que ce soit un miracle, mais c'est ainsi) d'avoir l'appui de la S.F.I.O. et celui des communistes.

Alors qu'une chance s'offre enfin de faire l'union de la gauche, allons-nous faire la fine bouche ? Allons-nous refuser ce que nous réclamons depuis des mois ?

Car c'est un candidat comme Mitterrand que nous réclamons depuis des mois.

Je ne pense tout de même pas que nous nous soyons jamais figuré que le candidat unique de la gauche soutiendrait *tout* notre programme et rien que notre programme ; que son programme serait issu d'une élaboration lente allant de la base au sommet de chacune de nos organisations, alors qu'il nous restait deux mois devant nous, alors que les neuf dixièmes de la France sont dépolitisés et que ce sera déjà bien beau si l'on consent à choisir de Gaulle ou Mitterrand après un quart d'heure de réflexion. Avons-nous cru que l'unité de la gauche se ferait, mais que nous ne retrouverions, parmi les « supporters » du candidat unique, que des gens qui nous agréent ? Nous savions bien que nous retrouverions des hom-

mes dont le passé ne nous enchante pas... ou alors ? Alors c'est que nous n'avons jamais cru à l'union de la gauche et que la politique est pour nous un délectable jeu de dentelle abstraite dans le domaine des anges, sans aucun risque que le moindre contact avec la réalité vienne ternir la pureté immaculée de nos stériles arabesques.

François Mitterrand est nettement pour la laïcité, pour un grand effort afin de sortir notre école de son effroyable marasme, pour la fin des folies nucléaires. Que nous faut-il de plus ? Tout le reste de notre programme ? Alors, nous verrons cela dans cinquante ans ! après cinquante ans de gaullisme, car au jeu du tout ou rien, c'est généralement rien qu'on obtient.

Devons-nous lui poser des questions complémentaires ? Certainement ; je ne sache pas qu'il refuse d'y répondre. Devons-nous consulter nos militants ? Bien sûr et ce sera, de notre part, une originalité de bon aloi, de même que la présente tribune libre est une preuve de notre volonté de démocratie dans le parti.

Mais, pour l'amour de la France (et non de notre parti, instrument et non but de notre action), donnons rapidement une réponse positive et, après, soutenons chaudement et non avec je ne sais quelle sottise boudier, celui qui n'est peut-être pas le meilleur candidat de la gauche rassemblée, mais incontestablement, maintenant, le seul possible.

Pierre Charlot.

Nous n'avons pas pu choisir —

Je viens de lire attentivement tous les articles de « Tribune libre », consacrés dans notre dernier numéro à l'élection présidentielle. Quelles que soient les positions défendues par nos camarades, on y trouve de bonnes choses, de très bonnes choses parfois. Le problème grav. qui nous est posé fait surgir des analyses qui reflètent cependant des conceptions très différentes de l'action politique.

Je regrette cependant que personne n'ait analysé de plus près les raisons pour lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui dans une position si inconfortable. Avant le Congrès national de Gennevilliers, notre Fédération de Charente-Maritime avait voté, en son Congrès fédéral et à l'unanimité un texte sur les élections présidentielles. Il demandait qu'un appel soit immédiatement lancé à Pierre Mendès-France ou à Daniel Mayer et que des propositions précises et publiées sur une de ces candidatures soient adressées à toutes les organisations se réclamant de la gauche.

Nous pensions en effet que le processus : contacts, programme commun, choix du candidat n'avait aucune chance d'aboutir, compte tenu de l'attitude des partis traditionnels. Persévérer dans cette voie, c'était, à plus ou moins longue échéance, subir la tactique du P.C. et de la S.F.I.O. Nous avions encore en mémoire l'épisode récent des élections municipales.

Le moment était pourtant bien choisi. Après le désarroi causé par l'opération Defferre, le vide et l'inquiétude régnaient à gauche. C'était le moment de provoquer le choc qui eût réveillé l'opinion et contraint les partis traditionnels à prendre publiquement position sur nos propositions. Nous aurions ainsi rendu impossible le ralliement du P.C. à une candidature « petite-bourgeoise ». En tout état de cause, nous gardions alors des raisons suffisantes pour présenter un candidat de l'alternative socialiste.

Ainsi nos propositions qui sont apparues comme ultra-offensives n'étaient en fait que des propositions défensives dont le but était d'éviter

la situation actuelle ou celle que nous aurions connue en cas de candidatures multiples à gauche.

La raison de notre erreur est une certaine « pureté » dont nous pouvons être fiers, certes, mais qui, en fait, favorise contre nos options le jeu des appareils du P.C. et de la S.F.I.O. Nous nous sommes cramponnés à l'impossible accord des appareils. Là n'était pas l'intérêt du parti.

Nous gardons également un goût, beaucoup trop prononcé à mes yeux, pour les « conversations au sommet » dont le retentissement ne dépasse pas l'audience de quelques initiés. Quel est le pourcentage des citoyens qui ont connu nos propositions d'une candidature Daniel Mayer ? Combien sont au courant des résultats de la réunion du 8 septembre avec les dirigeants communistes ? Il nous fallait « éclater » avant les vacances, avancer sur la scène un homme propre, s'offrant à élaborer un programme commun avec toutes les organisations de travailleurs. Par affiches, par tracts, il fallait prendre nettement l'offensive. Il fallait retrouver l'audace du 1^{er} novembre 1961 qui semble bien lointaine désormais à de nombreux militants. Il était pourtant facile de comprendre que faute d'être nous-mêmes le fer de lance de l'unité socialiste, nous retomberions à notre poids réel de petite organisation politique, poids insuffisant pour contrebalancer une opération qui va à l'encontre de nos conceptions fondamentales.

Que faire maintenant ? Avouons-nous d'abord qu'il n'y a pas de bonne solution.

1) Je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent qu'il nous faut nous insérer dans « l'unité » réalisée par le ralliement communiste. Nous commettrions une nouvelle erreur. On se fait beaucoup d'illusions sur la « vigoureuse campagne » que va mener le Parti communiste. Les campagnes sont faites par les militants, non par les états-majors. Pour toutes les tâches matérielles, la foi, l'espérance sont indispensables. Plusieurs semaines après la décision officielle,

on ne voit rien de tel au P.C. Penser que l'on pourrait, en sept semaines, à la base, réaliser ce qui ne l'a pas été au sommet est une vue de l'esprit. Penser qu'un dialogue véritable sous forme questions-réponses pourrait s'engager avec Mitterrand et infléchir à gauche sa candidature est utopique.

2) Nous n'avons rien à faire dans le jeu de bascule qui se joue entre Waldeck Rochet et Mellet. L'attitude prise par le secrétaire général de la S.F.I.O. est suffisamment révoltante en soi pour ouvrir les yeux à ceux que ses palinodies précédentes avaient laissés indifférents. Elle accentue le caractère IV^e République de la candidature Mitterrand.

3) Face à de Gaulle, il ne peut être question de préconiser l'abstention, le vote nul. Le ralliement pur et simple à Mitterrand est exclu : nous y perdriions tout ce qui a fait l'originalité du P.S.U.

Pour un choix clair et réaliste —

Depuis plusieurs mois, le P.S.U. mène campagne pour une candidature unique de la gauche sur la base d'un programme commun. Mais il est bien évident que ces deux conditions si elles sont nécessaires ne sont pas suffisantes. En effet, il n'est pas suffisant d'avoir un candidat et un programme, l'un soutenu, l'autre élaboré par une coalition des partis de gauche, pour engager la bataille avec une chance de succès, encore faut-il que cette coalition apparaisse aux yeux de l'opinion comme une majorité de gouvernement capable d'assumer durablement la charge du pouvoir, en un mot, il faut qu'elle apporte à l'électeur de gauche un certain nombre de garanties concernant la solidité de l'union ainsi réalisée.

C'est en fonction de ces trois éléments : *candidature unique, programme commun, garanties concernant l'exercice du pouvoir* qu'il importe de faire le point, de déterminer notre position vis-à-vis de la candidature de Mitterrand, de définir l'action que nous devons mener d'ici au 5 décembre en l'insérant dans une perspective claire et à long terme.

1^o En ce qui concerne la *candidature unique*.

La candidature de François Mitterrand existe, ce n'est pas un mince mérite, si l'on songe à la situation antérieure au 9 septembre, si l'on veut bien prendre en considération les difficultés dont faisait état Longeot la semaine dernière concernant la recherche d'un candidat et si on est en droit de se montrer satisfait de voir écarter la situation que le Conseil national de Lyon envisageait avec angoisse dans son appel aux travailleurs « ...irons-nous à la bataille contre le pouvoir gaulliste unis ou en ordre dispersé avec des candidatures multiples... ».

Après le soutien du Parti communiste et de la S.F.I.O., du Comité Jean Vilar, des clubs de la Convention et celui très probable d'une large portion des radicaux, il ne dépend que du P.S.U. que la candidature Mitterrand devienne celle de *toute la Gauche*.

La position que nous pouvons prendre ne constitue un problème ni pour Mitterrand, ni pour la gauche dans son ensemble, mais pour nous à coup sûr elle en constitue un, vraisemblablement le plus important que nous ayons eu à résoudre depuis la création du P.S.U., car il faut s'opposer deux conceptions radicalement différentes de l'action politique en général et du rôle du P.S.U. en particulier, dans les années à venir.

En admettant donc le caractère positif de la candidature Mitterrand, d'un point de vue formel, du seul fait qu'elle existe et qu'elle a reçu le soutien de la presque totalité des forces de gauche. Reste à l'envisager par rapport aux deux autres critères précédemment définis, à savoir le programme et les garanties, les critères de crédibilité.

2^o En ce qui concerne le *programme*.

« Banalité, indigence, médiocrité, sans envergure, sans réalisme. »

D'autres que Mitterrand ont essayé ces qualificatifs sévères, ne serait-ce que Pierre Mendès-France en 1961 avec sa proposition de gouvernement de transition. Mais quand bien même Mitterrand aurait-il développé un programme identique à celui du P.S.U., il n'aurait pas pour autant désarmé la sévérité de ses censeurs, on l'eût simplement traité de « voleur d'idées » comme on le fit pour Def-

Il n'y a que deux attitudes possibles : a) préconiser en fin de compte le vote pour Mitterrand tout en développant une campagne totalement autonome d'explication ; b) prendre l'énorme risque du contre-courant et présenter un candidat de l'alternative socialiste.

Mais quelle que soit la décision finale, il nous faut avant tout préserver l'unité du parti. C'est pourquoi je pense que si, dans un premier temps, le Conseil national doit laisser s'exprimer librement toutes les opinions, il doit dans un second temps procéder aux votes indicatifs à partir desquels dans un dernier temps tous nos camarades, unis, participeront à la rédaction des textes approuvés ensuite à une très large majorité.

J. Desmoulin,

Secrétaire Section de Saintes.

ferre, coupable au Congrès de Clichy d'avoir voté une résolution en tous points identique à celle qui s'élaborait à Gennevilliers, ce qui contraignit notre commission des résolutions... à faire un autre texte.

Ceci n'est pas très sérieux, mais surtout laisse planer quelques doutes sur la conviction avec laquelle on recherche ce programme commun tant revendiqué. N'est-il pas curieux que, préoccupés comme nous le sommes de ce programme commun, nous n'ayons aucune curiosité pour le programme des autres et que les ignorant ou pensant qu'ils n'en ont point, nous les supposons *a priori* divergents du nôtre ? N'est-il pas curieux de constater que la Charte de la Fédération démocrate socialiste, dont Mitterrand est signataire, confrontée avec les propositions de programme du P.S.U., ne révèle pas moins d'une vingtaine d'éléments de programme formulés en termes identiques et ne laissant de côté aucun des problèmes que nous considérons comme essentiels ? Aucun de ces points par ailleurs n'étant inacceptable par le Parti communiste.

Programme commun, bien sûr ! Mais discussion sur quoi ?

Candidature unique, programme commun, admettons donc la réalité de ces deux faits et abordons la 3^e condition.

3^o Les *garanties*. Par garantie, il ne faut pas entendre un contrat illusoire de loyauté réciproque passé entre les diverses forces de gauche et dont le tripartisme a donné le spectacle affligeant, contrat dont chacun rejette sur les autres la responsabilité de la rupture, en attendant que les historiens tranchent cinquante ans plus tard. Offrir les garanties nécessaires à la mobilisation des masses, c'est en fait cimenter la coalition de la gauche de telle sorte qu'elle fasse naître non seulement la confiance réciproque entre les différents partenaires et la certitude d'un long chemin à parcourir ensemble, mais aussi qu'elle inspire à l'opinion une totale confiance dans son aptitude à exercer le pouvoir de façon durable et à faire entrer dans ces faits le programme qu'elle revendique.

Cette condition est-elle remplie ? De toute évidence NON et c'est à ce propos que les esprits de bonne foi peuvent diverger. Certains camarades pensent que l'union circonstancielle actuellement réalisée, que certains veulent limiter au 5 décembre, n'aura pas la vertu mobilisatrice nécessaire pour éviter à la gauche un désastre dont elle sortira encore plus diminuée.

Ils pensent que les états-majors des partis traditionnels actuellement maîtres du jeu doivent en subir seuls les conséquences et qu'il convient de préserver notre avenir en tirant présentement notre épingle du jeu. Cette position, qui résulte d'une analyse dont on ne peut contester la valeur, aboutit à des positions diverses, vote nul, abstention, etc., mais celle du Bureau national qui semble avoir le plus de chance d'être retenue consisterait à faire campagne pour renforcer les sentiments de méfiance d'un certain nombre d'électeurs de gauche à l'égard de la coalition actuellement réalisée de fait et du candidat qu'elle soutient... tout en appelant à voter pour ce candidat. L'ambiguïté d'une

Suite de la Tribune libre
en page 8

LA QUERELLE SINO-SOVIÉTIQUE

Que se passe-t-il dans le mouvement communiste international ?

Débat public entre Isaac Deutscher, Pierre Cot, Jacques-M. Verges et Lelio Basso.

Cahiers du Centre d'études socialistes, n° 52-53. L'ex. 3 F. En vente à T.S., 54, bd Garibaldi, Paris-15^e, C.C.P. 5826-65.

II. - La nouvelle réforme économique

Pour juger de façon concrète l'importance que revêt l'institution des conseils ouvriers et celle des communes dans la vie publique yougoslave, il est nécessaire de les replacer dans le cadre de l'économie du pays (1), en particulier dans celui de la nouvelle réforme de juillet 1965 et du nouveau plan économique en cours d'élaboration et c'est pourquoi il est nécessaire d'analyser au préalable la situation existante qui a poussé à cette nouvelle orientation.

1) La situation économique au 1^{er} juillet 1965

A) Dans l'industrie

a) *L'expansion nationale* : La Yougoslavie, avant 1939, se caractérisait par l'exploitation de ses matières premières (cuivre, plomb, zinc, bauxite), faute d'activités manufacturières. Au contraire, depuis l'après-guerre, elle a réalisé un effort tout particulier en faveur de son industrialisation, qui, sauf pendant la période de 1949 à 1952 (blocus soviétique), a atteint un rythme annuel d'expansion supérieur aux pays occidentaux et aux démocraties populaires.

En 1956, malgré la guerre et les années 1949-1952, la production industrielle était de 166 % supérieure à celle de 1938 et de 1956 à 1960, elle s'accroissait encore de 69 % ; pour la période quadriennale suivante (1960-1964), elle progressait de 53 %, atteignant même un taux de 16 % d'augmentation en 1963 et en 1964. Si l'on rappelle que dans nos pays occidentaux, la croissance atteint au maximum 5 à 7 % et en U.R.S.S. 8 %, il est possible de mesurer l'importance de l'effort produit par la Yougoslavie où la masse des investissements a représenté ces dernières années 40 % du produit social (soit près du double du pourcentage français), plus de la moitié de ces investissements étant réservée à l'industrie.

Jusqu'en 1956, la plus grosse partie de l'effort industriel était concentrée sur l'industrie lourde (énergie, travail des métaux, construction mécanique), mais depuis, on a assisté à une diversification qui a permis de développer les branches chimiques, textiles et alimentaires.

D'abord centralisé par la Banque nationale, le crédit repose de plus en plus sur les banques communales qui octroient des prêts aux entreprises selon une procédure d'attribution par voie de concours très stricte. D'autre part, depuis 1962 et 1963, l'amortissement des installations est entièrement entre les mains des entreprises elles-mêmes, c'est-à-dire des conseils ouvriers et, de plus, les fonds d'amortissement perdent graduellement leur caractère de ressources destinées uniquement à la reproduction simple, de sorte que l'entreprise obtient progressivement la libre disposition de ses fonds en matière de « reproduction élargie » (selon la terminologie marxiste), c'est-à-dire en matière d'extension de ses installations. De la sorte, les entreprises, qui ne disposaient que de 27,5 % des fonds d'investissement entre 1953-1956, avaient pouvoir de décision entre 1961 et 1964 sur 42,5 % de ces fonds, la part de la Fédération passant dans le même temps de 46,6 % à 27,4 %. Si l'on ajoute que les entreprises, dirigées par les conseils ouvriers, avaient des pouvoirs de plus en plus étendus en matière de fixation des prix, de politique des salaires et même d'échanges extérieurs, on peut juger le stade de décentralisation auquel on arrivait progressivement.

Cette décentralisation des décisions a fortement favorisé le développement des investissements et de l'industrialisation, chaque commune voulant obtenir son usine et chaque usine voulant s'accroître. De plus, le désir d'investir est extrêmement fort dans un pays où la pression de la demande intérieure est élevée et où une haute rentabilité est assurée aux capitaux investis, en fonction de la croissance rapide de l'économie. Cette fièvre d'investissement a atteint son paroxysme dans le premier semestre de 1964.

b) *L'expansion régionale* : Non seulement ce développement vise à promouvoir l'économie nationale, mais il sert également à tenter une meilleure répartition des activités par région. La Yougoslavie, en effet, est un des pays où les distorsions régio-

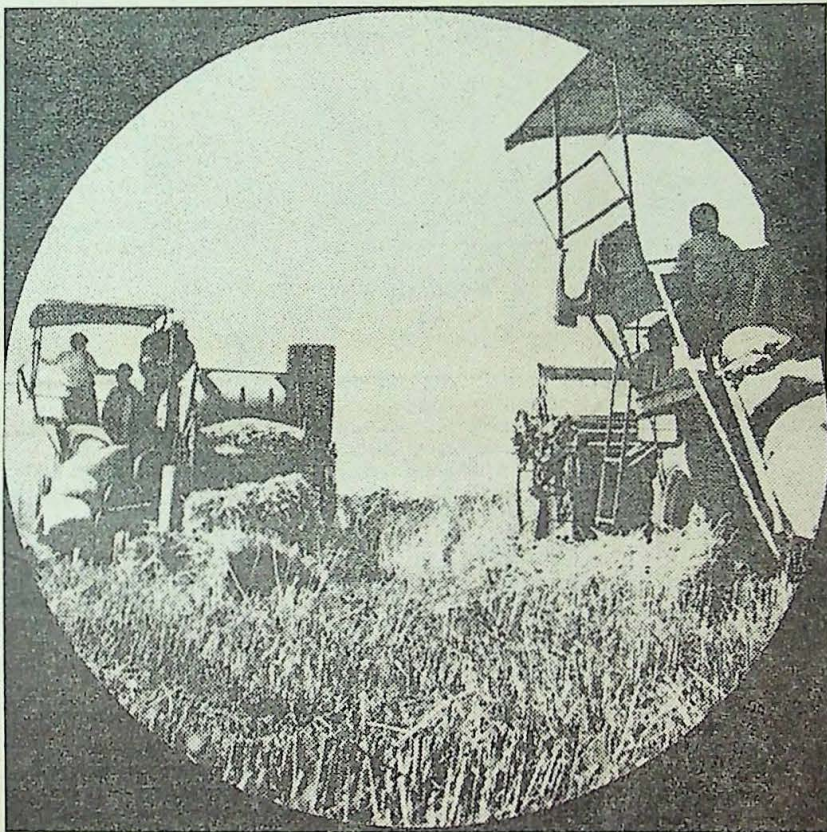
niers investissements et dans une optique de rentabilité à court terme qu'une industrialisation concentrée : il a fallu améliorer le réseau routier qui lui aussi partait de zéro, créer des lignes de chemin de fer, des écoles, des hôpitaux, des logements qu'il au-

Un reportage de Maurice Combes et Yves Durrieu

nales étaient les plus importantes tant en ce qui concerne les revenus des habitants que l'activité industrielle. Dans les années qui ont suivi la guerre, les investissements disponibles n'étaient pas suffisants pour être répartis sur l'ensemble du territoire et jusqu'en 1956, ces disparités n'ont fait que s'aggraver, sauf en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro où un effort sérieux a été réalisé dès cette époque.

Mais depuis 1957, la tentative de répartition du développement dans l'es-

rait été plus économique de concentrer autour de quelques pôles de développement. Les économistes yougoslaves ont pensé que cette politique ambitieuse valait la peine d'être tentée plutôt que celle qui aurait consisté à favoriser les exodes massifs de population de région à région. Nous ne saurions leur donner tort, bien au contraire et lorsqu'on voyage à travers ce pays, il est impressionnant de pouvoir découvrir dans chaque commune au moins une ou deux cheminées d'usines modernes qui paraiss-



Mécaniser l'agriculture reste le principal problème. (Archives - T. S.)

pace a été généralisée, en particulier avec la création d'un fonds fédéral de développement des régions économiquement sous-développées. Ce fonds prélève sur le budget fédéral des dotations aux républiques de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine, dans une moindre mesure au Monténégro (déjà favorisé auparavant) et aux zones sous-développées de Croatie ; un effort tout particulier est réalisé en faveur de la région autonome de Kossovo-Métohija, située entre la Macédoine et le Monténégro, près de la frontière albanaise, qui avait un revenu par habitant spécialement faible.

L'industrialisation de cette région a été orientée en tenant compte des mines de lignite qui y sont situées et du plomb et du zinc qu'on y extrayait déjà avant guerre. A partir de là, on a créé une centrale thermique, à laquelle se sont ajoutées deux centrales hydrauliques, une fabrique de superphosphates, et depuis quelques années des industries de consommation utilisant beaucoup de main-d'œuvre (textiles, chaussures, alimentation, tabac, meubles en bois). Il en résulte que la population non agricole (industrie, tertiaire) est passée de 17 % en 1948 à 40 % en 1964 et que la part apportée par l'industrie seule dans le produit social de la région atteint 40 % en 1964 contre 25 % en 1948.

Bien entendu, cette dispersion de l'industrie, qui est d'ailleurs facilitée par le fait qu'on partait d'une situation vierge, coûte plus cher en pre-

sent préfigurer un développement plus important dans l'avenir. Un économiste m'a parlé avec emphase de la Bosnie - Herzégovine « qui était devenue la Ruhr yougoslave » selon lui ; il faut certes traiter avec circonspection ce genre de métaphores, mais on ne peut ignorer de telles évolutions sans les saluer.

Cependant, cette industrialisation massive (et nécessaire), liée à cette volonté de dispersion à travers le territoire, n'a pas été sans créer des difficultés que les Yougoslaves ont cru devoir surmonter en réalisant la réforme de juillet 1965 que nous analyserons ci-dessous. Ces difficultés se manifestent d'abord dans l'industrie elle-même. Nombre d'entreprises travaillent en effet dans des conditions de rentabilité négative car on a construit des usines non viables économiquement et on a parfois confondu l'absence provisoire et l'absence permanente de rentabilité, ce qui a eu des effets désastreux sur le plan des échanges extérieurs. D'autre part, un grand nombre d'entre elles travaillent à 40 ou 50 % de leur capacité de production, l'analyse des débouchés n'ayant pas toujours été réalisée sérieusement et l'approvisionnement en matières premières venant de l'étranger étant mal assuré à cause de l'insuffisance de devises ; ainsi ont été licenciés, il y a quelques mois, plus de 3.500 ouvriers dans l'industrie mécanique à Zagreb. Mais c'est surtout dans les domaines suivants que cette situation a eu des conséquences dan-

B) Dans l'agriculture

Celle-ci subit depuis vingt ans une crise identique à celle que subissent toutes les agricultures du monde socialiste et du monde occidental. Comme dans les démocraties populaires, la collectivisation s'est avérée inefficace dans son application au monde paysan et les dirigeants yougoslaves s'en sont rendus très vite compte puisque dès 1953, ils laissaient facultives les coopératives de production dont le nombre diminuait de près de moitié entre 1954 et 1957 et n'atteint plus que 12 % des surfaces arables à l'heure actuelle. Cependant, la propriété privée du sol ne doit pas dépasser 10 hectares, ce qui favorise évidemment la petite exploitation peu rentable. Mais pour compenser ce morcellement, des coopératives doivent outiller les paysans et fournir des débouchés à leurs produits, permettant ainsi d'opérer un certain regroupement que la réforme agraire avait négligé (la surface moyenne d'une exploitation est de 3,2 hectares). Il résulte d'ailleurs de ce morcellement que les rendements dans le secteur privé sont très faibles (14 quintaux de blé à l'hectare contre 30 quintaux dans le secteur collectif, 20 quintaux de maïs contre 45 et 200 quintaux de betteraves sucrières contre 300) et que les Pouvoirs publics profitent de l'exode rural pour racheter les terres privées.

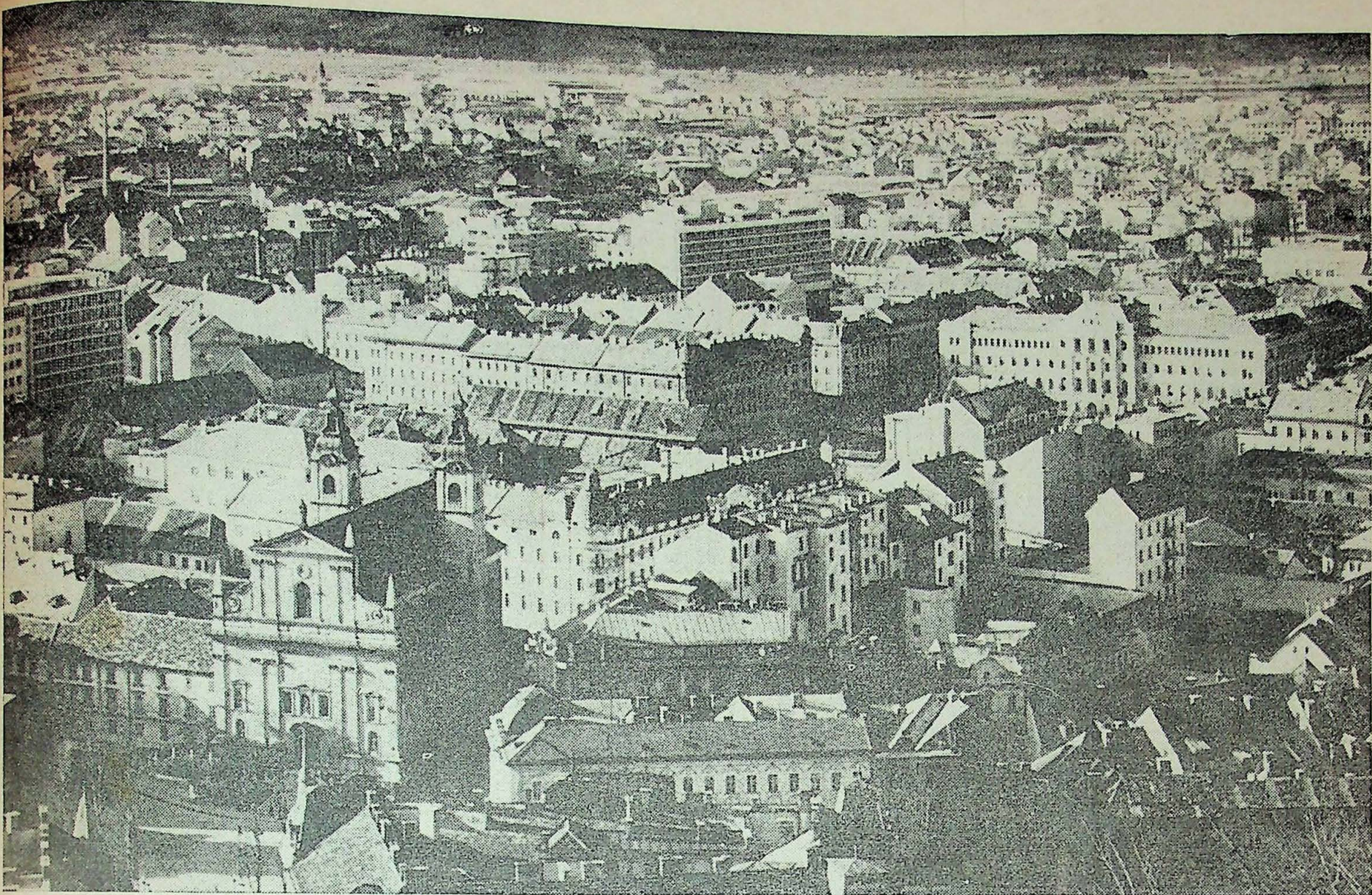
Mais, d'autre part, l'industrialisation massive a aggravé cette situation en ne permettant pas de dégager les crédits nécessaires à l'agriculture, surtout jusqu'en 1956 où les investissements dans ce secteur n'atteignaient pas 10 p. cent des investissements globaux. Certes, depuis lors, la participation de l'agriculture aux investissements atteint presque 15 p. cent du total chaque année, ayant (en valeur absolue) doublé en huit ans, mais elle est encore insuffisante, puisque la population agricole comptait encore, au recensement de 1961, pour la moitié de la population active, puisque celle-ci dispose seulement de 40.000 tracteurs pour 4,6 millions d'agriculteurs et que la consommation d'engrais chimiques à l'hectare laborable favorise évidemment l'exode rural, mais celui-ci ne résulte pas suffisamment de l'accroissement de la productivité.

C) Dans le niveau des prix et la balance commerciale

Cette industrialisation massive a également eu pour effet de favoriser une inflation galopante qui s'est accélérée au cours de l'année 1964. Le coût de la vie qui était relativement stable jusqu'en 1959 s'est accru en moyenne de 10 p. cent jusqu'en 1963 et il a augmenté encore de plus de 15 p. cent au cours de 1964 ; c'est dans le domaine de l'alimentation que cette hausse s'est manifestée le plus vivement à cause de la rareté des produits qu'entraînait l'insuffisance des investissements. Mais les produits industriels n'étaient pas non plus à l'abri de l'inflation, la demande énorme de machines et de gros œuvre pour la construction d'usines créait également une insuffisance de l'offre par rapport à la demande.

Ces déséquilibres dans les secteurs de l'alimentation et des biens de production entraînent une seconde conséquence grave, le déficit de la balance commerciale avec l'étranger. En 10 ans, les importations de produits alimentaires ont triplé ; les céréales constituent plus du tiers de ces importations, mais les exportations croissantes de viande ont permis de compenser ce déficit. Cependant, la situation est purement négative dans le domaine industriel. Ainsi les importations de matières premières se sont multipliées par quatre en dix ans, celles de machines par cinq, celles de produits semi-manufacturés par six et celles de produits chimiques par sept.

Pour compenser ce déficit, le gouvernement subventionnait l'exportation de produits industriels yougoslaves, car ceux-ci n'étaient pas



LIUBLIANA : capitale de la Slovénie, 200.000 habitants, neuf facultés.

(Archives - T. S.)

compétitifs sur le marché international. Ces dernières années, il a avancé l'équivalent de 2 milliards de F, soit la valeur de 7 p. cent environ du budget national d'un pays comme la France, cet énorme effort étant lui-même générateur d'une inflation supplémentaire.

2) La réforme de juillet 1965 Objectifs et premier jugement

Cette situation ne pouvant se perpétuer plus longtemps, le gouvernement avait deux possibilités :

— ou bien revenir à une discipline plus stricte en matière économique, c'est-à-dire édicter un plan national prévoyant des équilibres auxquels il faudrait se conformer, les pouvoirs des entreprises et des conseils ouvriers se situant dans le cadre de cette réglementation ;

— ou bien poursuivre la politique de limitation progressive du rôle de l'Etat et mettre les entreprises et les conseils ouvriers devant leurs responsabilités dans une économie libérale de marché.

C'est ce second parti qui a retenu l'attention des dirigeants yougoslaves dont nous allons analyser les décisions :

a) L'économie yougoslave doit devenir compétitive sur le plan des échanges mondiaux. A cet effet, on procède à une dévaluation de la monnaie nationale égale à 50 %, mais cette manipulation n'est qu'un palliatif si elle n'est pas accompagnée d'une réforme des structures économiques permettant d'adapter les entreprises aux impératifs du marché mondial.

b) Pour ce faire, on se fie aux mécanismes de la loi de l'offre et de la demande, en diminuant de façon très sensible les droits de douane à l'abri desquels se développait jusqu'alors la jeune industrie yougoslave et surtout on supprime les subventions à l'exportation dont la masse représentait une charge énorme pour le Trésor fédéral ou les finances communales. De plus, toutes les aides diverses aux entreprises sont abandonnées et il est prévu que toutes celles qui subissent un déficit permanent d'exploitation doivent disparaître. En contrepartie, on allège certains impôts que payaient les entreprises (impôt sur le revenu des sociétés) et l'on diminue sensiblement l'impôt sur le chiffre d'affaires et sur le surplus de la production comparable à notre impôt sur la valeur ajoutée. Au total, les entreprises doivent, de la sorte, disposer en moyenne de 15 % de ressources

supplémentaires grâce à cette diminution d'impôts. Il en résulte que, d'une part, les entreprises et leurs conseils ouvriers ont des pouvoirs accrus en matière de politique économique puisque la part de leurs disponibilités augmentent, d'autre part, les fonds de la Fédération, et même ceux des républiques et des communes diminuent puisqu'elles perçoivent moins d'impôts. Ainsi, s'accroît encore très sensiblement la décentralisation économique, les entreprises décidant en toute liberté des fonds à affecter à l'autofinancement et des fonds confiés à des banques contre intérêt.

c) Cette décentralisation est complétée par la politique adoptée dans le domaine des prix. On procède, en effet, actuellement à une remise en ordre de ceux-ci, étant donné que l'inflation désordonnée avait créé des distorsions entre eux. Les prix alimentaires ont augmenté très fortement, car ils étaient considérés comme étant encore trop bas, malgré leurs hausses accélérées au cours des dernières années. Dans l'industrie, les produits émanant de l'industrie de base voient leurs prix gonflés, étant donné qu'ils n'avaient pas suivi la hausse normale, mais les prix de l'industrie légère ont été considérés comme déjà trop élevés et on a limité leur accroissement. Quant aux services sociaux (logement, eau, gaz et électricité à usage domestique), la politique les concernant n'était pas encore arrêtée le 15 septembre dernier, mais il était prévu de procéder à une hausse sensible dans ce domaine.

Après ce rajustement généralisé permettant de recréer une hiérarchie entre prix, l'objectif consiste à laisser ceux-ci évoluer selon leur tendance naturelle. Certes, il existera un plafond pour certains produits et services (acier, chemins de fer, électricité, logement, eau, pain, sucre, etc.), mais on espère d'ici à un an rétablir la liberté complète des prix autres que ceux-ci désignés.

d) Ces mesures doivent amener un développement équilibré de l'économie yougoslave, l'expansion devant s'effectuer dans la stabilité des prix et en vue d'accroître les échanges extérieurs. Cet équilibre général suppose un certain nombre d'équilibres partiels, spontanés, eux aussi :

— équilibre entre importations et exportations, ces dernières devant s'accroître très fortement pour permettre aux importations de croître sans obérer la balance des comptes ; on espère, en particulier, une augmentation spectaculaire des sorties de machines, de métaux, de produits finis (cuivres, câbles), de bois et de cellulose, le tourisme devant apporter une réserve de devises non négligeable ;

— équilibre, au sein de l'entreprise, entre part réservée à l'investissement et part réservée aux salaires, les conseils ouvriers étant, en principe, éduqués par quatre ans de gestion et étant aptes à éviter les fautes qu'ils ont commises les premières années ;

— équilibre entre prix et salaires, ces derniers fixés par les conseils ouvriers étant guidés par les indices de niveau de vie, équilibre des salaires entre eux, les distorsions entre branches d'activité étant, au dire des responsables du Plan, spontanément faibles en économie collective ;

— équilibre entre offre et demande d'emploi, qui pose des problèmes très difficiles à résoudre dans le cadre d'une économie où l'exode rural continue au rythme actuel et où certaines entreprises seront amenées à fermer leurs portes, par suite de leur manque de compétitivité (noter que la décision de supprimer une entreprise est prise par le pouvoir communal). On admet d'ailleurs que le nombre des salariés pouvant faire l'objet de licenciement pourrait s'élever l'an prochain à 200.000. A cet effet, d'ailleurs, la participation des entreprises au financement de l'Institut pour l'Emploi passe de 0,5 % à 1 % de la masse des salaires distribués et doit permettre la formation accélérée et le reclassement du personnel des établissements supprimés ;

— équilibre entre régions développées et régions sous-développées, non plus grâce au soutien anti-économique de l'Etat à des entreprises déficitaires, mais grâce au rajustement des prix qui a permis un relèvement des tarifs agricoles devant favoriser les régions où la proportion de cultivateurs dépasse 50 % de la population active et grâce, ensuite, aux investissements publics devant permettre l'amélioration des transports et des divers facteurs d'environnement des entreprises.

Que penser de cette réforme qui pose clairement le problème de la coexistence d'une économie collectiviste et d'une économie de marché libérale ?

Bien évidemment, il est trop tôt pour juger d'une expérience qui intéresse non seulement les Yougoslaves eux-mêmes, mais aussi tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir du socialisme. Sur le plan purement économique, a-t-elle des chances de réussite, c'est-à-dire : la libéralisation économique peut-elle permettre à la Yougoslavie de redresser sa balance des comptes et d'éviter l'inflation, tout en maintenant un taux d'expansion élevé ? L'assouplissement du Plan et le transfert des décisions au niveau des entreprises et des conseils ouvriers doit-il stimuler l'éco-

nomie ou, au contraire, doit-il accroître la confusion qui règne depuis quelques années ? Au premier abord, il semble que la réalisation, même approximative, des équilibres ci-dessus désignés tienne un peu du miracle et que la tentative repose donc sur une série d'actes de foi plus ou moins justifiés. Cependant, il ne faut pas se fier au seul énoncé des grandes lignes de la réforme, car les Yougoslaves sont gens empiriques et, s'ils s'aperçoivent de certaines incohérences dans leurs résultats, ils sauront probablement réintroduire une certaine dose de contrôle étatique, à moins, bien entendu, qu'ils estiment ne pas avoir été assez loins dans la soumission aux lois du marché et qu'ils remplacent même l'initiative collective des conseils ouvriers par l'initiative privée, ce qui est peu vraisemblable actuellement, étant donné leur attachement sincère à l'institution des conseils ouvriers.

Ceci nous amène à poser la question de savoir si, sur le plan idéologique, cette réforme est conforme au schéma marxiste et à l'objectif d'une société socialiste. Mais il serait dangereux de la juger isolément, détachée de son contexte, c'est-à-dire de ne pas tenir compte du bilan général de l'expérience yougoslave qui se poursuit depuis le schisme de 1948 et dont la réforme économique n'est qu'une des conséquences.

C'est donc à l'analyse de ce bilan général que nous nous livrerons par la suite.

(1) Voir « Tribune Socialiste » n° 255.

T. S. saisie en Algérie

Le n° 254 de T. S. a été saisi par les autorités algériennes. Il comprenait un article intitulé : « Un début de gangrène » qui, relatant la conférence de presse tenue par Albert Roux, faisait état des services qu'il avait subis et protestant contre de telles pratiques.

Nous nous adressons au gouvernement algérien pour qu'il veuille bien prendre les mesures propres à supprimer, aujourd'hui, en son pays les tortures que tant de siens avaient eu, hier, à supporter.

Sa réponse nous attriste. Mais nous continuerons notre action contre toute atteinte à la dignité humaine, quels que soient, nous le rappelons, les pays ou les hommes qui s'en rendront coupables.

H. P.

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

telle attitude a parfaitement été soulignée précédemment pour qu'il soit nécessaire d'y revenir, mais cela mis à part, il est sans doute hasardeux de croire que le P.S.U. ne supportera pas les conséquences d'un reflux de la gauche au soir du 5 décembre, il n'est pas exclu même qu'on lui en impute en premier chef la responsabilité, du fait de son attitude.

Une telle position doit être répétée non seulement en raison de son ambiguïté sur le plan pratique, mais parce qu'elle est politiquement dangereuse, et qu'il est pour le moins curieux de considérer qu'une défaite de la gauche puisse être une victoire du P.S.U.

En fait, le problème est ailleurs. Depuis des mois nous menons campagne pour une candidature unique, celle-ci réalisée, beaucoup s'approprient à la rejeter ou font la moue parce que l'unité réalisée n'est pas celle que nous voulions, celle que nous aurions

souhaitée, les modalités ne sont pas conformes, etc. Est-ce hypocrisie ou naïveté ? Car, en fait, n'est-ce pas être naïf ou hypocrite que de croire ou feindre de croire qu'en quelques mois aurait pu se constituer une union durable et solide de la gauche, qu'en quelques mois auraient été liquidées les séquelles de la guerre froide qui a profondément divisé le mouvement ouvrier, les vestiges du stalinisme chez les uns, la tare de l'opportunisme centriste chez les autres, les rancœurs, le sectarisme, l'esprit de chapelle ici et ailleurs.

Toutes ces séquelles sont responsables de la fragmentation de la gauche et de son impuissance, celle-ci ne retrouvera son unité et sa cohésion que lorsqu'elles auront été liquidées et elle ne pourra prétendre à l'exercice du pouvoir que lorsqu'elle aura retrouvé son unité. En ce qui concerne les chemins à emprunter pour parvenir à son unité, les conceptions peuvent di-

verger ou se retrouver selon les circonstances, mais une chose doit apparaître évidente en permanence, c'est que l'unité ne peut progresser que dans le combat et qu'on lui tourne le dos dès lors que l'on refuse celui-ci.

Il importe donc de faire le bilan et de voir la réalité en face, telle qu'elle se présente.

La candidature unique de la gauche existe, celle de François Mitterrand.

Cessons d'ignorer que le programme commun de la gauche est inexistant. Reconnaissons avec réalisme que l'unité, telle qu'elle est réalisée actuellement, fragile certes, n'est pas en deçà de ce que nous étions en droit d'espérer compte tenu de la situation de la gauche. Si le P.S.U. compte pour quelque chose à gauche, il dépend en partie de lui et de son action que l'union actuellement réalisée sorte renforcée au lendemain du 5 décembre. Parlons net, il ne s'agit

pas de nous laisser enfermer dans le faux dilemme du Bureau national, il ne s'agit pas de faire la campagne de Mitterrand ou notre campagne autonome, ce qu'il importe c'est de donner dans les circonstances actuelles la forme la plus appropriée à notre combat permanent contre le régime gaulliste; la responsabilité qui est la nôtre nous impose de mener avec François Mitterrand le combat de la gauche sur le programme de la gauche, au coude à coude avec les autres militants et organisations de gauche et en entraînant l'ensemble de la gauche nouvelle.

Espérons que les hésitants sauront puiser dans leurs convictions antigauillistes la force de se battre.

Gérard Dezile,

secrétaire de la Fédération d'Indre-et-Loire.

Un problème mal posé

Les élections présidentielles risquaient de poser au P.S.U. un problème difficile. Nous voilà effectivement mal engagés dans une bataille qui n'est pas la nôtre mais dont nous ne pouvons pourtant pas nous désintéresser. Nous avons donc à trouver une solution qui assure la possibilité de défendre une autre alternative que celle que Mitterrand représente actuellement; nous avons aussi le devoir de préserver la force naissante que représente notre parti. Il faut, par conséquent, poser le problème de telle manière qu'une solution logique — et donc efficace — puisse s'imposer, et d'abord à nous tous.

Trop souvent, jusqu'à présent, des arguments passionnels et mal fondés nous ont été présentés. Ils ne peuvent conduire qu'à des erreurs et des dissensions. Nous aboutissons ainsi aux positions excessives que symbolise, par exemple, l'article de Michel Fontès (T.S. n° 255) qui parle d'exclure les camarades qui auraient fait campagne ouvertement pour le candidat que le Parti aurait décidé de soutenir. Une telle attitude est tellement ambiguë et illogique qu'elle ne peut pas être comprise. Il faut trouver autre chose.

Dans l'état actuel de la discussion,

un point paraît acquis : le P.S.U. ne peut pas présenter de candidat, et cela qu'elles que soient les réserves formulées contre la candidature Mitterrand et bien rassemblées par Heurgon. Nous avons donc le choix entre nous rallier, ou non, à la candidature qui s'est imposée. Or la dernière tribune libre de T.S. montre que trop souvent une confusion s'établit entre le choix d'une attitude (en fonction de ces deux possibilités) et les modalités pratiques de la campagne électorale. Les consignes du bureau national (Directives n° 97) n'évitent pas non plus cette ambiguïté. Le problème est mal posé.

Il faut reconnaître que chaque solution (soutien ou non) porte logiquement en elle des conséquences inévitables. Le choix initial impose donc les formes de la campagne. Autrement dit, on ne peut soutenir Mitterrand et en même temps critiquer de l'extérieur sa candidature.

1. — Si nous refusons de soutenir Mitterrand, nous irons à contre-courant de l'opinion de gauche; il nous sera donc indispensable d'expliquer notre attitude par une campagne parallèle à la sienne.

2. — Si, au contraire, nous acceptons, bon gré, mal gré, de le soutenir,

I. — « Vous êtes des irresponsables, m'ont dit tour à tour des camarades de la S.F.I.O. et du P.C. Pour une fois que la gauche a l'occasion de présenter un front uni contre une droite divisée, vous faites la fine bouche... L'électeur ne comprend pas vos subtilités. »

Et pourtant le parti boude, c'est le moins qu'on puisse dire. Traité en quantité négligeable, il n'a joué aucun rôle dans la désignation du candidat ni dans l'élaboration d'une plate-forme jugée un peu maigrichonne. Plus graves encore apparaissent les arrière-pensées des états-majors des principaux partis de l'opposition. A la S.F.I.C. on cache mal le désir de jouer à nouveau un rôle politique et pour ce faire — on l'annonce avec une certaine franchise — il faut « avoir la peau du régime » à tout prix. On affirme, en même temps, la vocation centriste du parti, certains parlent de vocation à jouer les « filles de joie ».

Au P.C., c'est plutôt le lâche soulagement à la perspective d'échapper à l'isolement et de camoufler des résultats médiocres.

Rien de bien exaltant dans tout cela ! Je pense cependant qu'Andrée Viénot et d'autres camarades ont parfaitement montré, dans *Tribune Socialiste*, que nous devons soutenir F. Mitterrand et le soutenir franchement.

D'abord une parenthèse, Defferre, en son temps, a souligné, qu'à moins d'adopter la position gaulliste, il n'appartenait pas au candidat à la présidence de fixer un programme détaillé.

Cela dit, d'une façon générale, nous ne devons oublier ni notre poids politique effectif dans le pays ni croire que les raisons de la division de la gauche vont disparaître du jour au lendemain.

II. — Mais nous ne devons pas pécher par orgueil, nous devons, je pense, éviter tout excès d'humilité. François Mitterrand sera ce que nous ferons de lui et si cette candidature apparaît comme l'auberge espagnole, notre apport ne me semble pas tellement méprisable.

En effet, nous sommes les plus antigauillistes des membres de l'oppo-

nir, nous ne pourrions pas faire autrement que de participer à sa campagne. Comment, en effet, demander aux électeurs d'accomplir un acte qu'en tant que parti nous refuserions d'assumer ? Comment préserver notre intégrité en tant que groupe politique et l'abandonner en tant qu'individu ? Comment avoir raison théoriquement et tort pratiquement ?

Il peut paraître tentant de ménager un compromis médiocre en donnant à la solution numéro 2 les conséquences logiques de la solution numéro 1, mais cela ne peut nous conduire qu'à une ambiguïté peu courageuse et dont les risques seraient certains.

Si, d'autre part, nous nous rallions à la candidature Mitterrand, nous ne renonçons pas pour autant aux réserves graves que tous nous avons formulées, mais nous pouvons trouver, au contraire, un auditoire devant qui les exprimer. Quelle audience pourrait, en effet, avoir une réunion du P.S.U. qui, tout en soutenant la candidature Mitterrand, ferait bande à part pour exprimer ses critiques ? Il faut, au contraire, profiter de la tribune qui nous serait offerte pour y exposer un point de vue moins opportuniste que celui du P.C. et de la S.F.I.O. Au sein de ces deux partis, bien des adhérents ne se résignent pas; rencontrons-les donc pour leur affirmer qu'une autre solution était possible. Comme à l'occasion des col-

loques socialistes, il faut participer pour pouvoir convaincre. Nous montrerons ainsi que nous nous rallions à Mitterrand par souci d'unité, mais nous utiliserons aussi cette occasion pour montrer qu'une autre conception de l'unité est nécessaire.

Si l'on estime, au contraire, que le soutien à Mitterrand présente plus de risques que d'avantages, il faudra alors se décider à faire une campagne autonome et explicative, mais alors seulement. Et se résigner aussi à faire voter nul.

Je ne crois pas qu'un parti politique puisse se satisfaire d'un demi-soutien, d'un engagement réticent. Il faut choisir, et d'autres analyses ont montré quel choix s'imposait. Un choix de soutien ne limiterait pas nos critiques; un refus nous condamnerait à avoir raison tout seul et à nous justifier devant des auditoires absents. En participant à des réunions aux côtés du P.C. et de la S.F.I.O., nous prouverons que nous considérons cet accord artificiel comme une étape vers une plus réelle unité, nous affirmerons nettement devant des assistances intéressées les raisons de nos réticences actuelles et les conditions d'un véritable succès.

P.-J. Galtayries,

secrétaire adjoint de la Fédération du Cantal.

Sommes-nous blousés ?

sition. Nous avons combattu le régime sans défaillance, nous ne l'avons pas porté sur les fonts baptismaux, nous n'avons pas prétendu naviguer à l'avant-garde de la V^e République et, plus récemment, aucune pression étrangère n'a contribué à nous dévoiler les « aspects positifs » de la politique gaulliste.

Nous sommes aussi des socialistes conséquents. Que la plate-forme souligne la nécessité d'un effort en faveur de l'Education nationale et du Logement ne constitue pas pour nous une simple référence d'usage, car nous savons qu'à partir de ces deux leviers nous pouvons transformer profondément la société française. Que le souci de l'Education nationale n'offre pas seulement la possibilité d'adapter notre pays aux nécessités techniques de la culture industrielle, mais est aussi le plus sûr garant de l'égalité des chances pour les générations à venir. Nous savons qu'une politique du logement n'est pas seu-

lement mise en œuvre pour satisfaire un besoin criant mais qu'elle permettrait également de remodeler la carte géographique du développement français. Que ces deux objectifs impliquent des réformes profondes qui dépassent la simple suppression de la « bombette ».

Notre tâche est d'apporter une certaine réalité à une coalition de circonstance, d'apparence assez factice.

Nous avons aussi une autre responsabilité. Puisque nous sommes les seuls dans cette histoire à consulter les militants, je souhaite que nos présentes délibérations ne nous fournissent pas un nouveau prétexte pour nous déchirer. Cela accroîtrait le scepticisme déjà trop largement répandu vis-à-vis des procédures démocratiques. C'est ce scepticisme qui est le secret du succès des hommes providentiels.

Jacques Gondré,

Seine-et-Oise.

Une voie détournée pour le P. S. U.

Les discussions passionnées à tous les niveaux de notre organisation, les positions contradictoires des tribunes libres de notre journal manifestent à la fois la vitalité de la démocratie dans notre Parti et le profond désarroi dans lequel nous sommes plongés. Nous témoignons ainsi d'un style nouveau face aux partis traditionnels : une animation à la base que ne peut étouffer la pression bureaucratique des appareils, une recherche sincère d'une voie nouvelle et

actuelle pour le socialisme que ne peuvent étouffer ni les péripéties électorales, ni les scléroses des forces traditionnelles.

La base du P.S.U. ne pourrait se plier aux incroyables explications acrobatiques d'un quelconque comité central et croire avec un quelconque de ses dirigeants que l'échange de correspondance entre Waldeck Rochet et François Mitterrand constitue un fait positif pour la véritable unité de la Gauche et pour l'avenir

du mouvement ouvrier. Elle veut élaborer les choix du Parti et elle sait garder son sens critique. La base du P.S.U., à l'inverse de celle de la S.F.I.O., croit encore au socialisme et il vaut mieux penser trop et de manière quelque peu désordonnée comme nous le faisons que de ne pas penser du tout et de laisser un Mollet penser pour soi. Le spectacle de nos discussions, de nos hésitations, à condition qu'il se donne à l'intérieur du Parti et non à l'extérieur, n'a donc rien de ridicule et de déshonorant : il fait, au contraire, notre originalité et notre grandeur. Il peut se prolonger sans dommage, car ce n'est pas nous, en cette affaire, qui sommes demandeurs.

Mais dans un passage difficile

comme celui de notre choix à propos des présidentielles, il n'est pas vain de retourner à quelques grands principes simples et solides que nous avons élaborés dès notre fondation. Nous avons constamment dénoncé trois impasses pour la Gauche :

1°) L'imitation du passé, c'est-à-dire l'acceptation du jeu des appareils en place et des situations acquises, l'aplatissement opportuniste, le rabâchage de mots creux qui cachent mal la complète stérilité de la pensée, la croyance aux unités tactiques, circonstancielles, électoralistes, qui ne s'appuient pas sur des plates-formes programmatiques solides ;

2°) Le faux modernisme qui, sous

TRIBUNE LIBRE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

prétexte de répondre aux mutations de notre société, renvoie le socialisme aux vieilles lunes, patauge dans les marécages du centrisme et badigeonne son acceptation du régime du néo-capitalisme, du cadre atlantique, de quelques formules publicitaires nouvelles ;

3° Le repli sectaire et puriste basé sur la conviction que, dans notre société, une avant-garde volontariste peut éveiller dans une classe ouvrière intangible les élans révolutionnaires d'autrefois.

Pour le P.S.U., suivre la première voie, c'est se rabaisser au niveau des partis traditionnels que nombre de nos frères ont quittés. Suivre la seconde, c'est renoncer à toute actualité du socialisme. Suivre la troisième, c'est se condamner à rester un groupuscule fervent mais inutile.

Rejetant à la fois le carcan dogmatique thorezien, l'opportunisme sans principe mollétiste, le modernisme defferriste et les chapelles trotskysantes, nous avons toujours cherché à définir une voie nouvelle, une voie autonome de vraie unité et de renouveau pour la Gauche tout entière et par là même, dans les circonstances actuelles, le développement du Parti.

La seule question qui se pose à travers les présidentielles est celle-ci : serons-nous capables de conserver cette direction, pour nous-mêmes comme pour toute la Gauche, pour la préservation d'un parti aussi uni que possible, comme pour l'avenir du mouvement ouvrier ?

C'est parce que nous voulions conserver ce cap que nous avons, sans ambiguïté, condamné la candidature de Defferre qui nous conduisait dans le deuxième cul-de-sac. C'est pour la même raison que nous devons, sans ambiguïté, condamner la candidature Mitterrand qui nous conduit sur la première voie sans issue.

Mitterrand s'est rallié les appareils traditionnels parce que, justement, l'insignifiance de ses options n'engage à rien, ne bouscule rien dans les conformismes de la gauche classique. Il permet à chacun de « garder ses billes ». Waldeck Rochet les siennes, pour la prétention d'être le seul guide de la classe ouvrière et la volonté de rabaisser les autres au niveau de forces d'appoint ; Mollet les siennes, pour le sac de Pinay au second tour.

Instinctivement, les travailleurs de ce pays ne s'y sont pas trompés. Les réactions que nous enregistrons sont quasi unanimes, même à la base du mouvement communiste quand elle ose parler : la candidature Mitterrand n'éveille aucun dynamisme, aucun espoir de Front populaire et encore moins de Front socialiste tel que nous l'avons défini depuis notre congrès de Clichy.

Le conservatisme évident de l'opération accentue la démobilité de la classe ouvrière dont une partie s'accommode de plus en plus du gaullisme. Avec Mitterrand, on cède à de Gaulle le monopole d'une politique étrangère indépendante et progressiste, puisqu'on revient à l'atlantisme. Avec Mitterrand, on accepte le maintien du pouvoir personnel, car, en réalité, la gauche ne revendique plus la prise du pouvoir dans une perspective socialiste. Elle s'accommode du présidentielisme, de l'amérisanisation de la vie quotidienne, du néo-capitalisme sur les bases du lamentable programme de la conférence de presse de Mitterrand qui

n'est même pas le plus petit commun dénominateur de la gauche traditionnelle. Dans cette opération, le danger majeur est une nouvelle perte de substance pour la Gauche, un gain pour le gaullisme de nouvelles masses dégoûtées et trahies.

Or, dans toutes les centrales syndicales, chez les animateurs populaires, parmi les oppositionnels du P.C., au sein des chrétiens de gauche opposés pour le socialisme, il existe un courant réel pour résister à cette démission et pour définir une autre voie.

Le P.S.U. doit s'affirmer comme l'élément le plus politisé de ce courant. Pour cela, le premier impératif est de ne pas se rallier, sous quelque forme que ce soit, à la campagne Mitterrand, par conséquent de garder notre autonomie et de la manifester publiquement avec la vigueur militante des grands moments de la vie du Parti.

Nous devons revendiquer hautement que nous sommes là pour faire du neuf, en dehors des structures usées des vieux partis ; l'unité réelle de la Gauche ne peut se faire dans son état actuel ; elle suppose un travail conjoint de rénovation, et c'est peut-être pour avoir minimisé ce deuxième terme que nous sommes aujourd'hui en difficulté.

Je n'accepte pas l'argument qui prétend qu'en agissant ainsi nous serions les diviseurs de la Gauche. Se mêler aux affichages ou aux meetings de Mitterrand, ou à ceux de la S.F.I.O., ou à ceux du P.C., serait, au contraire, accepter la consolidation des facteurs essentiels de la division de la classe ouvrière : l'opportunisme, l'atlantisme de la S.F.I.O. accouplés avec le sectarisme de l'appareil du P.C. Certes, on nous accusera d'être des diviseurs, mais la calomnie nous fait-elle peur aujourd'hui, et nous rallierons-nous par seule lâcheté, parce que « l'on ne peut faire quelque chose d'autre ? »

Au contraire, nous montrerons que la caricature de l'unité n'a jamais constitué une avance du mouvement ouvrier, mais plutôt préparé les plus rudes désillusions, les réveils cruels qui seront ceux du 6 décembre, pour les juxtaposés d'aujourd'hui.

Nous devons nous opposer à Mitterrand au nom même de l'unité sur une alternative socialiste et ne pas nous immoler bêtement sur l'autel d'un faux dieu unitaire.

Si les partisans de Mitterrand comptent si vivement sur notre ralliement, c'est aussi parce qu'ils espèrent, de cette manière, vider les gêneurs que nous sommes de l'échiquier politique. Si nous nous rallions à la campagne faussement unitaire, si nous « faisons comme les autres », notre crédit moral d'aujourd'hui sera gravement diminué auprès de la plus grande partie de nos sympathisants qui attendent précisément que nous maintenions notre contestation.

La logique d'un telle position débouche, bien entendu, sur une candidature de ce courant de la Gauche nouvelle axé sur le P.S.U. Je crois, hélas ! qu'il est trop tard pour se crispier sur cette position, juste au fond, mais pratiquement utopiste aujourd'hui. Il faut avoir le courage de reconnaître qu'obnubilés par une fausse conception de l'unité, nous avons « raté le coche », il y a quelques mois. Il faut aussi reconnaître que les forces de la Gauche nouvelle ne sont pas encore suffisamment mûres pour cette expérience et pour cette mutation, qu'elles doivent renforcer leurs liens de manière organique, confronter leurs points de vue, prendre conscience ensemble de leurs potentialités, préparer ensuite l'échéance suivante. Là est l'essentiel pour le Parti et le Conseil national devrait travailler avant tout dans cette voie d'autonomie du Parti, d'élargissement de son audience, de rapprochement avec les forces de renouveau.

Cela suppose, bien entendu, que nous nous unissions tous pour combattre tout ralliement à la campagne Mitterrand, ralliement de la lassitude et de la difficulté de la voie autonome, comme ralliement de l'illusion suprême, c'est-à-dire de la naïveté de croire que nous pouvions en quoi que ce soit gauchir cette opération, viciée dès l'origine et statique par nature.

Candidat ou pas candidat, consigne de vote ou pas de consigne de vote, ce qui compte, c'est de montrer le chemin pour que l'espérance de la Gauche nouvelle et du mouvement ouvrier soit maintenue et qu'un lieu de rassemblement se dessine mieux demain autour de notre fidélité d'aujourd'hui.

Georges Gontcharoff.

Voir au-delà de l'élection

Le P.S.U. se réclamant du socialisme et l'ayant toujours démontré par ses positions, a défini qu'en vue des élections présidentielles l'union de la gauche devait, sans exclusive et avec les organisations syndicales, s'élaborer sur un programme commun d'alternative socialiste et choisir le candidat se référant au socialisme et pouvant recueillir la plus grande partie des suffrages électoraux.

Il ne suffit pas de battre de Gaulle, mais il faut ensuite montrer que l'on peut gouverner s'il est battu. Sans programme, sans planification des structures actuellement capitalistes, il est impossible de gouverner.

Dans leur soutien à Mitterrand, tous les états-majors des partis, clubs, groupements, comités, parlent de démocratie. Mais où est-elle ?

Mitterrand pose seul sa candidature : il n'est pas socialiste, il accepte les voix de tous sans exclusive et sans discussion. Que reste-il de socialisme dans la S.F.I.O. ? Mollet souhaite Pinay et, avec son parti, sera prêt à le soutenir en cas de ballottage. Mollet et les siens soutiennent Mitterrand sans consultation, sans réunion, sans vote de leur propre parti. De même, au P.C., le soutien à Mitterrand se fait sans l'avis de la base qui, d'ailleurs, n'est pas très enthousiaste, se fait par l'abandon du programme commun. Les radicaux et l'U.D.S.R. sont loin du socialisme. Maurice Faure souhaiterait Pinay lui aussi. Voilà la « démocratie » des états-majors : Mitterrand est consacré « homme de gauche » et « socialiste ».

Dans sa conférence de presse, Mitterrand expose ses sept options fondamentales. Que contiennent-elles de concret pour la satisfaction des revendications des travailleurs ? Rien, absolument rien. Il a parlé un peu de tout, afin de satisfaire tout le monde dans les états-majors, mais il ne pouvait en dire moins.

Dans ses options, il affirme, entre autres, que « la répartition des fruits du travail est injuste : 27 % des salariés français gagnent moins de 562 F par mois. » (ajoutons pour notre part : pour plus de 40 heures par semaine). Ce passage peut toucher le cœur des travailleurs. Mitterrand veut faire vibrer la corde sensible pour faire des voix. Mais les travailleurs voient heureusement plus loin. Le ralliement du P.C. ne les fait pas sauter de joie. Ils se demandent comment ferait Mitterrand, s'il était élu, pour faire appliquer une véritable politique sociale, des salaires honnêtes pour 40 heures de travail, des retraites décentes, des logements en nombre suffisant, un enseignement vraiment démocratisé, la municipalisation du sol, etc. Pas un mot sur les moyens dans les options fondamentales de M. Mitterrand ! Des mots creux, des vœux pieux à la manière habituelle des discours électoraux ! Parle-t-il de la nationalisation des banques et du crédit ? Esquisse-t-il une alternative socialiste, une véritable démocratie au service du peuple ? Non ! Marcher avec lui, sans pro-

gramme préalable, c'est retourner à la IV^e République.

Mitterrand, ce n'est pas l'union de la gauche, ce n'est pas le candidat de la gauche, comme veut le faire croire la direction du P.C. ; c'est du « cinéma », la porte de secours pour les états-majors, la grande piscine d'eau trouble dans laquelle plongent tous les gribouilles des états-majors qui ne voient que les tactiques électorales, les intérêts particuliers à court terme et qui se masquent volontairement les vrais problèmes. Belle démocratie que toute cette pagaille ! A-t-on demandé l'avis de la classe ouvrière, celui des travailleurs, celui des organisations syndicales, qui sont beaucoup plus représentatives que les partis, qui ont des revendications bien précises ? Non, pas du tout.

Que ce soit avec de Gaulle et son pouvoir personnel ou avec Mitterrand sans programme défini en commun, les travailleurs continueront à lutter par la grève et sortiront manifester dans les rues. Les états-majors des partis continueront à se servir de la classe ouvrière en lui promettant le grand jour de « l'Union », jusqu'au moment où peut-être les travailleurs en auront assez d'être les clowns de ce grand cirque.

Si le P.S.U. qui s'affirme socialiste ne soutient pas Mitterrand et même sa propagande seul, s'il présente son candidat, on dira — et principalement le P.C. — que le P.S.U. fait la division de la gauche. Cela est facile à dire. Qui a provoqué cette division ? Tous les partis traditionnels. La S.F.I.O. n'a-t-elle pas trahi la classe ouvrière depuis plus de 15 ans ? Si le P.S.U. s'embarque aussi dans cette galère, c'est sa fin en tant que parti authentiquement socialiste. Il sera devenu, lui aussi, un parti traditionnel qui suit les autres pour ne pas rester seul. Il abandonnera l'essentiel de sa raison d'être : la construction du socialisme. Cela est impossible. Il faut réfléchir certes, il faut surtout voir au-delà de l'élection présidentielle, en tant que parti majeur et conséquent, porteur d'un espoir pour le mouvement ouvrier.

En conclusion, nous estimons que la seule position valable pour le P.S.U. ne pourrait être que celle-ci :

1°) Le P.S.U. présente son candidat ou un candidat proche de lui avec un programme clair et réaliste, permettant de gouverner en cas de victoire aux élections ;

2°) Le P.S.U. est prêt dans les jours qui suivent à retirer son candidat si les partis de gauche, les syndicats, les organisations démocratiques et Mitterrand élaborent en commun un véritable programme au service de tous les travailleurs, programme qui, seul, pourra permettre de battre de Gaulle et de gouverner démocratiquement pour un avenir de justice sociale, de paix et de liberté.

Si nous agissons dans ce sens, il sera difficile de parler de division.

La Section Entreprise de la C.E.M.

au Bourget (Seine - Banlieue)

Résister à deux tentations

La candidature Mitterrand place le P.S.U. devant une situation à laquelle il lui faut faire face. Faire face, c'est affronter la réalité telle qu'elle est et non telle qu'on rêverait qu'elle soit. Il nous faut, pour cela, résister à deux tentations opposées qui constitueraient des réponses toutes fictives et créeraient dans le parti une nouvelle division qu'il faut à tout prix éviter.

La première tentation est celle de l'opportunisme. Elle conduit à faire campagne à fond pour Mitterrand afin de participer à l'unité de la gauche autour du candidat. De ce point de vue, la seule attitude concevable est celle d'une adhésion totale.

La seconde tentation est celle du purisme qui ne retient que le caractère négatif de la candidature Mitterrand en ce qui concerne les perspectives d'un renouveau socialiste. De ce point de vue, la seule attitude concevable est celle d'un refus total.

Examinons les raisons de ces deux attitudes afin de trouver le moyen d'écarter le danger qui nous menace.

1° — L'adhésion totale : les raisons sont simples. Les autres partis de gauche se sont ralliés à Mitterrand. Par notre faute, l'unité de la gauche ne serait pas totale. Nos scrupules apparaîtraient comme des chimères et,

sauf quelques intellectuels isolés, personne ne comprendrait un refus qui serait objectivement une entreprise de division. Par réalisme, nous devons donc participer à ce qui, de toute façon, n'est qu'une étape. Vouloir, aujourd'hui, mieux que ce que la candidature Mitterrand nous apporte, c'est de la pure utopie. Et comme d'un point de vue électoral soutenir à demi n'a pas de sens, notre adhésion doit être totale.

2° — Le refus total : les raisons en sont plus diversifiées :

Jeu 21 octobre à 20 h 30

Réunion d'information sur la répression aux Antilles et à la Réunion

sous la présidence de M. Daniel Mayer, prendront la parole :

M. Aimé Césaire, M. Moutet et M. Barret (Comité de liaison des Antillais-Réunionnais).

AIDEZ LE P.S.U. !

C'est le 16 et le 17 octobre que notre Conseil National, après consultation démocratique du Parti, fixera notre attitude à l'occasion de l'élection présidentielle du 5 décembre.

Il va sans dire que notre décision devra être connue dans tout le pays.

Or nous ne disposons pas des mêmes ressources que nos adversaires. Aussi, avons-nous besoin de l'aide de tous nos amis et de tous nos sympathisants.

Beaucoup d'entre eux ont déjà répondu à notre appel.

Je demande instamment à ceux qui ne l'ont pas encore fait de les imiter.

Envoyez les fonds à Louise Lemée, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, soit par chèque bancaire, soit par chèque postal : C.C.P. Paris 46-41-25.

Merci à tous.

Edouard Depreux.

TRIBUNE LIBRE - ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

— la plate-forme Mitterrand n'est qu'un catalogue électoral de type classique avec de nombreuses demi-tentes faites pour contenter illusoirement tout le monde. Elle n'offre aucune garantie ;

— l'unité de la gauche autour de Mitterrand est toute fictive. L'accord de la S.F.I.O. et celui du P.C. sont séparés et n'ont pas le même sens. Le P.C. agit avec soulagement et sa tentative pour sortir de l'isolement ne doit susciter aucun espoir chimérique.

a) En 1956, un même genre d'unité s'est trouvé réalisé lorsque le P.C. accorda les pleins pouvoirs à Mollet. Etre « contre », alors, était-ce diviser ou préparer l'avenir ?

b) Mitterrand ne se sentira nullement lié par les voix du P.C. puisque celui-ci lui donne un chèque en blanc ;

c) Rien ne laisse prévoir que la campagne sera unitaire. Pourquoi la S.F.I.O. accepterait-elle une action commune avec le P.C. ? Les alliances ont, jusqu'ici, été circonstancielles et il n'y a, cette fois, aucune position électorale à préserver ou à conquérir.

— En résumé, l'unité dont on nous parle n'est qu'un mythe. Nous ne risquons donc pas de briser quoi que ce soit de ce côté en nous maintenant à l'écart. Par notre participation, nous risquerions au contraire de nous briser nous-mêmes. Notre adhésion serait notre démission.

Les deux attitudes sont également raisonnables. Le comble serait qu'en les cristallisant nous nous divisions de nouveau. Alors : que faire ?

L'unité de la gauche ne sera sans doute pas réelle, mais il demeure que Mitterrand sera l'unique candidat du côté de la gauche. Il y aura donc une fiction d'unité dont il nous faut tenir compte. Cette seule fiction suffit à nous interdire de nous tenir à l'écart. La question n'est donc pas : Faut-il être présent ? Mais : Comment être présent ?

Nous devons d'abord poser que le seul but que nous ayons à poursuivre en l'occurrence est de nous sortir le mieux possible de la situation telle

qu'elle nous est faite. Nous avons pour cela à répondre à un double impératif :

1° il nous faut ne pas décevoir les espoirs de ceux qui croient en la gauche autrement que par simple routine ;

2° il nous faut cependant participer à des opérations de pure routine. Notre présence se justifie, même si être présent signifie, sans plus, n'être pas absent des simulacres d'entreprises unitaires qui vont éventuellement se produire.

Tactiquement, il semble que cela puisse se dérouler ainsi :

Premier temps : Prise de position publique qui devrait contenir notamment les quatre points suivants :

1. — développement des raisons de notre insatisfaction ;

2. — rappel de notre opposition de principe à l'élection présidentielle qui conduit à la situation voulue par de Gaulle : un affrontement de personnalités par-dessus la tête des partis ;

3. — affirmation de notre volonté d'œuvrer non à la restauration d'une démocratie formelle, mais à l'instauration d'une démocratie réelle, c'est-à-dire socialiste ;

4. — ralliement à Mitterrand dicté par cet objectif : faire contrepoids au caractère plébiscitaire du régime gaulliste.

Deuxième temps : Participation aux comités de soutien qui se constitueraient dans la mesure où la gauche s'y rassemblerait en son entier. Dans ces comités nous traiterions, à l'occasion de la candidature Mitterrand, notre propre thèse de l'alternative socialiste. Autrement dit, nous profiterions de l'équivoque de la plate-forme Mitterrand pour l'interpréter à notre manière.

Si nous voulons nous débarrasser des mythes et faire face à l'événement, il nous faut aujourd'hui apprendre à être habile. La situation des semaines à venir est sans doute désagréable, mais elle nous impose le compromis, au dehors comme au dedans.

Albert Smague,
membre de la section de Rennes.

Pour qui travaille la gauche ? —

Le ralliement du Parti communiste à Mitterrand n'a modifié ni la nature de sa candidature, ni celle de son programme. C'est en fait, pour des raisons qui lui sont personnelles, un alignement sur le programme de la petite fédération démocrate et socialiste.

Ce n'est pas un programme de gauche : il est voué à ralentir les revendications sociales et à intégrer le mouvement ouvrier au système économique et politique de la bourgeoisie.

Cependant, des camarades nous demandent de nous joindre à ce qui, à travers la résignation d'un grand nombre certes, apparaît déjà comme une démission et une incapacité pour le mouvement ouvrier d'élaborer et de défendre un programme autonome.

Certains camarades nous le demandent parce qu'ils acceptent le masque de l'unité alors que nous ne sommes en face que d'une addition électorale, autour du successeur — plus habile — de G. Defferre.

D'autres, parce qu'ils croient que l'occasion nous est ainsi offerte malgré nos « réserves », d'apporter les raisons et le programme du P.S.U.

C'est là une mortelle illusion pour le Parti ! Toutes nos démonstrations faites, nos idées lancées, dans ce climat, ce qui restera c'est que nous aurons cédé au chantage des insultes (« diviseurs »), et que nous aurons été mis en contradiction avec nos dénonciations des coalitions sans principes, et des compromissions des vieux appareils.

Non, à quelque degré que ce soit, même à travers une consigne de vote tardive, comme à la sauvette, nous devons nous refuser à aider Mitterrand. Ce serait décourager l'espoir d'une renaissance, dans notre génération, de la pensée et de l'action socialistes, qui lentement mais incontestablement se lève autour de nos sections vivantes.

L'unité et l'intégrité du Parti n'y résisteraient pas, sans pour autant faire place à une organisation plus unitaire, plus autonome et plus dynamique de la classe ouvrière.

D'autres camarades ne veulent pas se déjuger, mais craignent de paraître ridicules, si un candidat P.S.U. n'est suivi que de quelques centaines de milliers d'électeurs. Ils nous proposent alors des solutions tout aussi ridicules, qui consisteraient à se réfugier dans une expectative irresponsable, ou à compter nos voix dans un vote nul (plus difficile électoralement).

Camarades, pas d'illusions ! Nous ne ferons pas campagne sur ces bases. Nous ne ferons entendre ni nos objections, ni nos propositions.

Devant la démission des autres organisations de gauche, la tâche la plus urgente est de maintenir ouverte la voie d'une autonomie du mouvement ouvrier et de son expression politique. Le socialisme

Nous n'irons pas lui chercher des forces en participant aux abandons de programme et de garanties unitaires. Mieux vaut se battre seuls.

Le P.S.U. est placé dans la situation d'accepter ou de refuser cette tâche. L'ambition de notre charte d'unification, notre recherche d'une alternative socialiste dans notre génération exigent que nous ne fuyions pas une bataille qui, nous le savons, sera difficile.

Les sympathies que nous avons suscitées. Le crédit moral dont nous disposons demandent pour s'accroître et pour grossir nos forces que nous fassions la preuve de notre fidélité dans la recherche d'un front socialiste, et de notre énergie.

André Sochon,
Secrétaire de la section de Bobigny.

Question simple, réponse claire —

Personne ne peut plus croire qu'il reste au P.S.U. assez de temps, de moyens d'action et de liberté de manœuvre pour échapper au dilemme : ou apporter son soutien à la candidature de François Mitterrand, ou, s'il estime ne pouvoir le faire, présenter son propre candidat.

Quelles autres solutions pourrait-on imaginer ?

Il est bien douteux que François Mitterrand, après avoir obtenu l'appui du P.C. et de la S.F.I.O., retire sa candidature. Supposons pourtant qu'il soit amené à le décider. L'étrange interview de Guy Mollet doit être pour nous un avertissement clair : le retrait, loin d'offrir des chances plus grandes à un accord général des partis (S.F.I.O., P.C., P.S.U.) à la fois sur le candidat unique et sur un programme commun, risquerait d'ouvrir la voie à Pinay, Lecanuet ou Maurice Faure ; la tentation d'un retour à une coalition du type « cartel des non » s'exercerait avec beaucoup de force sur la S.F.I.O. Le P.C., quelque effort qu'il ait fait pour l'éviter, serait contraint d'avoir son propre candidat. C'est précisément la situation que nous avons toujours voulu éviter, en cherchant à consolider et à étendre les rapprochements déjà amorcés ici ou là au second tour des élections législatives de 1962 et aux dernières élections municipales. Il ne serait pas raisonnable de prétendre rouvrir toute la procédure. Il n'est pas réaliste de penser qu'il soit possible de le faire.

L'abstention ? Le bulletin blanc ? Une telle position, exceptionnellement possible dans un référendum comme celui d'avril 1962, serait indéfendable pour un scrutin comme celui du 5 décembre. Et pas davantage un ralliement assorti de tant de réserves et de propos si défaitistes qu'il serait fatalement interprété comme une invitation aux militants et aux électeurs à rester chez eux. Les espoirs de réunification et de rénovation des forces socialistes ne seraient guère renforcés — c'est le moins qu'on puisse dire — si le gaullisme pouvait, au lendemain de l'élection, se prévaloir d'un succès éclatant et montrer à l'opinion une

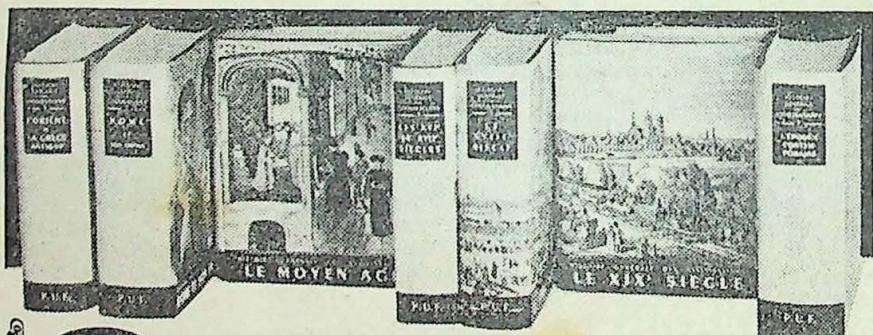
gauche plus faible, plus atone et plus divisée que jamais.

Quant à la présentation d'un candidat au nom du seul P.S.U., ce serait une décision mal comprise, qui apparaîtrait comme une manœuvre de division et mettrait le parti en contradiction avec lui-même.

Rappelons-nous ce qu'était la situation il y a seulement deux mois, après l'abandon de Gaston Defferre. Les péripéties de cette première tentative avaient éloigné plutôt que rapproché la S.F.I.O. et le P.C. Les espoirs de réaliser un accord général, même simplement sur le nom d'un candidat, à plus forte raison sur un programme commun, avaient reculé. Aussi, beaucoup éprouvent-ils aujourd'hui le sentiment que c'est un progrès fort appréciable d'être parvenu, au moins, à l'unité de candidature. Allons-nous, en présentant un candidat, heurter un tel sentiment ? Ne devrions-nous pas, au contraire, affirmer que les efforts du P.S.U., l'initiative de proposer la candidature du président de la Ligue des droits de l'Homme, les déclarations de celui-ci sur la portée de la campagne électorale, en plaçant les autres partis devant leurs responsabilités, ont contribué à redresser une situation dont la gauche avait bien des raisons de s'affliger ?

Qu'on répète, tant qu'on voudra, que les objectifs du P.S.U. sont plus ambitieux qu'un coalition électorale sans programme négocié entre les partis, qu'une simple conjonction de suffrages n'est pas le regroupement solide et durable des forces socialistes, qu'il reste beaucoup à faire, soit ! Mais personne n'a jamais eu l'illusion de croire que la réunification et la rénovation s'accompliraient autrement que par degrés. Avoir évité la coalition « centriste » et avoir provoqué pour un scrutin à l'échelon national une nouvelle configuration des alliances politiques, c'est un progrès que nous ne devons pas sous-estimer. Nous risquerions de nous interdire d'en tirer parti dans un proche avenir si nous décidions de nous engager isolément dans cette bataille antigauilliste ou de ne pas nous y engager du tout.

Robert Verdier.



pour 36 F par mois
HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS
complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale
Le plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'Inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 36 F. ou 3 versements de 135 F. ou 390 F. comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Certains tomes étant en voie d'épuisement postez donc dès aujourd'hui le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle PARIS 7^e
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous régle le 390 F comptant en 3 mensualités de 135 F en 12 mensualités de 36 F.

Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

THÉÂTRE

Le scope élisabéthain

Il est rare que nos scènes nous donnent à voir du théâtre élisabéthain. L'an dernier, le T.E.P. présenta Arden de Faversham ; la saison actuelle vient de s'ouvrir au Récamier par Les Amants maléfiques, de T. Middleton et W. Rowley dans une belle adaptation de Georges Arout. La pièce date de 1623. Cruelle, démesurée et envoûtante, on retrouve l'ensemble de qualités qui font de ce théâtre un art qui se rapproche de la « conception totale » tant recherchée par notre époque. Sur ce plan, je ne suis pas sûr que la représentation animée par la compagnie Jacques Tourane (grand prix du Concours d'Arras 1964) soit à la hauteur de ce que l'on pourrait tirer d'une telle intrigue et d'un verbe qui ne manque ni de beauté, ni de puissance. Jugez-en vous-même ! Contre ses sentiments, une fille de noble est destinée à être mariée à un noble voisin. Mais un autre noble survient (au fait, bien pareil à l'autre) et le coup de foudre éclate à l'église.

Dès lors, il faut se débarrasser du fiancé officiel. La pure jeune fille trouve dans sa passion la force de faire appel à un être qu'elle déteste pour éliminer le prétendant innocent. Mais ce troisième comparse, horrible créature, entraîne la femme qu'il sert dans les dédales sans fin de l'amour fou et cruel jusqu'à la mort des amants. En contre-plan, cette passion est projetée comme une allégorie en des scènes poétiques et morales qui se déroulent dans un asile de fous. Mais ici la folie des sentiments ne prête pas à conséquence : que vous soyez dément ou le simulez, tout est permis, car tout est verbal, imaginaire, sans prise sur le réel.

On voit le rapprochement entre la vraie vie, où les actes comptent de leur poids de sang et de chair, et la vie rêvée, la vie jouée, la vie de la déraison, finalement la moins dangereuse. Tel est schématisé le con-

tour des Amants maléfiques, si on laisse de côté tous les détails d'un scénario qui ne manque ni de suspense, ni de détours, ni de rebondissements. A la poésie s'ajoute le picaresque, au cri tragique la culbute d'humour, au monologue des amants condamnés les mille et une péripéties d'une vie quotidienne représentées à travers les évolutions de plusieurs comparses.

C'est en ce sens que le théâtre élisabéthain approche de la dramaturgie totale, car son foisonnement sans limite de vie, de mouvements, de passions diverses permet et exige une représentation scénique sur de multiples plans et étages. Registre des acteurs qui va d'un extrême à l'autre ; ampleur, démesure et précisions du langage à servir par des voix qui doivent se plier à toutes ces incantations ; nécessité du décor et des costumes baroques et réalistes ; musique, mime, danse, etc.

La compagnie Jacques Tourane y est-elle parvenue ? Très sincèrement, je ne le pense pas. Les acteurs (notamment Maryvonne Schiltz) ne manquent pas de qualités : jeu juste, élocution claire, souvent adaptés aux intentions d'un texte plus difficile qu'il n'y paraît au premier abord. Mais où est la mise en scène, récréation grandiose et violente ? Finalement, on en vient toujours à se demander si c'est le talent ou l'argent qui fait défaut ! Mais à force d'être privé de moyens, le théâtre français se rabougrit, devient petit et passe à côté de ses meilleures intentions. Pour la grande machine élisabéthaine, il faut du ressort ; on ne projette pas du scope sur un écran c-16 !

Claude Glayman.

« Les Amants maléfiques », de T. Middleton et W. Rowley. (Théâtre Récamier.)

ment. Les deux solistes de l'Opéra de Budapest ont chanté avec émotion et sobriété Ferenc Szalma (basse) a parfaitement fait ressentir comment l'inquiétude douloureuse d'un Barbe-Bleue sans illusion se change en une austère mélancolie quand il comprend que Judith est perdue et qu'il s'y ré-

signe. Cette acceptation progressive de l'impossibilité d'aimer fut exprimée simplement par une belle voix chaleureuse et bien timbrée. En fait, Bartok était bien au rendez-vous.

Bernard SIZARE

VARIÉTÉS

Fernand Raynaud à Bobino

On interrogeait un jour, à la Télévision française, des jeunes enfants, fils ou filles de vedettes de la chanson ou du cinéma et, grâce aux questions posées, on essayait de savoir ce que représentait, pour chacun d'entre eux, l'activité de leurs parents. Vint le tour du fils de Fernand Raynaud, à qui la question fut posée :

« Qu'est-ce que fait ton père ? »

— Moi, mon père fait l'andouille. »

Devant une telle franchise, on ne pouvait qu'admirer la précocité de ce jeune garçon qui possédait, déjà, un sens très poussé de la réalité.

Evidemment lorsqu'on assiste à la performance de Fernand Raynaud, on est bien obligé de reconnaître la justesse de la filiale appréciation.

Mais parvenir à transformer une salle entière en complice de facéties, faciles souvent mais toujours exploitées avec un sens remarquable de l'observation, suppose un talent peu commun d'amuseur.

Pour apprécier un numéro sembla-

ble, il faut aimer les effets comiques de ce genre de prestation. Pour ma part, je ne m'en sens pas le courage mais ce n'était pas du tout l'avis des spectateurs l'autre soir ; ils étaient ravis. Tant mieux pour Fernand Raynaud.

Stéphane PILLIET.

L'Internationale

Interprétation nouvelle et dans sa version intégrale pour la première fois.

Ceux d'Oviedo
Zimmerwald
Chants de lutte
par Les Camarades

CDS 2. 1 disque 33 t., 17 cm, 10 F.
Le Cercle du disque socialiste. En vente à T.S., 54, bd Garibaldi, Paris-15^e, C.C.P. 5826-65.

LIVRES

Mon village à l'heure de l'expansion par Christian Rudel

Voici un petit livre (1) passionnant dont on peut recommander la lecture à tous ceux qui veulent être des animateurs au sein de leur ville ou dans leur département.

Les militants et les amis du P.S.U. ne pourront rester insensibles au plaidoyer généreux de Christian Rudel en faveur d'un trop grand nombre de villages de nos provinces qui deviennent pratiquement des « bourgs pourris », abandonnés par la plupart de leurs habitants, surtout des plus jeunes.

Les sous-développés, en France, combien sont-ils ? Question superflue, répondra-t-on, notre pays n'étant plus, chacun le sait, un pays sous-développé. Réponse hâtive : il n'est que de voir vivre, à l'occasion de vacances, par exemple, des centaines et des centaines de nos villages pour se rendre compte que le sous-développement français n'est pas un vain mot.

A côté de quelques exemples frappants recueillis au cours de nombreux reportages effectués par l'auteur à travers la France pour un quotidien parisien, le lecteur trouvera un certain nombre de propositions pouvant devenir autant d'idées permettant aux animateurs locaux de « faire de la politique » à l'échelle de notre époque.

On ne répètera jamais assez que l'homme et ses conditions d'existence doivent demeurer la préoccupation constante des animateurs de la nouvelle gauche socialiste.

Ce sont eux qui doivent entreprendre les efforts nécessaires pour que les habitants de ces campagnes mourantes puissent échapper à un destin très incertain, c'est le moins qu'on puisse dire.

Pour échapper à ce destin, il ne reste, aux habitants, qu'à fuir vers la ville — abandonnant à sa misère définitive une terre, une région autrefois prospère. Fuite sans bénéfice pour personne, car le désert gagne du terrain et la ville à toutes les peines à intégrer ses nouveaux habitants.

Petite annonce

Une camarade du Parti propose p. ETUDIANTE ch. et salle d'eau indépendantes, petit loyer, avec échange garde enfants 3 fois par semaine de 19 h à 22 h (2 enfants, 5-3 ans), Châtillon - sous - Bagneux, MIC. 93-65. M. Baucharenc, 59, rue E.-Pinson, Châtillon - sous - Bagneux (Seine).

La solution, alors, ne serait-elle pas d'apporter à chaque Français, chez lui, les moyens de l'expansion, du développement, bref, une vie meilleure ?

En 160 pages, l'auteur tente d'inciter le lecteur à entrer dans la voie des réalisations ; aussi doit-on souhaiter que ce petit livre soit lu par tous ceux dont le militantisme politique suppose une action permanente.

Gérard CONSTANT

Les Editions Ouvrières, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris-13^e. Prix 6,90 F.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0.50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

MUSIQUE

Bartok vivant

Enfin ! Paris a célébré le vingtième anniversaire de la mort de Bela Bartok, l'un des quatre ou cinq plus grands musiciens de ce demi-siècle. par un beau concert de l'Orchestre national de l'O.R.T.F.

Soirée tout entière consacrée à Bartok et placée sous la direction de Janos Ferencsik, compatriote et spécialiste du maître hongrois. On pourrait critiquer le choix d'un programme ne comportant aucune des plus grandes compositions bartokiennes, si la confrontation des deux œuvres qui y étaient inscrites n'avait été si passionnante. En effet, l'audition d'une œuvre de jeunesse comme le Château de Barbe-Bleue après celle du Concerto pour orchestre que Bartok écrivit deux ans avant sa mort permet de mesurer autant les progrès accomplis dans l'élaboration du langage musical que la permanence et l'approfondissement des exigences qui caractérisaient déjà le jeune Bartok.

Je ne sais pas si les mélomanes, qui reprochaient dédaigneusement au Concerto pour orchestre d'être du Bartok pour grand public, lui ont rendu toute justice. S'il est vrai que cette « musique d'exil », composée sur commande aux Etats-Unis pendant la période la plus tragique de l'existence du musicien, est inégale et manque parfois de naturel, on y retrouve aussi la prodigieuse intensité rythmique et l'angoissante gravité des œuvres antérieures. En défi-

nitive, œuvre attachante et souvent déchirante où Bartok n'a rien voulu sacrifier de ses rêveries, de ses souvenirs et de ses préoccupations. Peut-être même, au seuil de la mort, a-t-il désiré trop en dire, d'où l'impression de confusion et d'hétérogénéité qui s'en dégage par instants et que l'interprétation, précise mais un peu « tiède », n'a pas atténuée.

Le Château de Barbe-Bleue (1911) est le premier opéra hongrois. « Pour la première fois, dit Kodaly, le chant s'exprime d'un bout à l'autre dans un langage hongrois homogène et pur. » C'est une courte œuvre lyrique, à deux personnages, qui peut être représentée sous forme d'oratorio, comme ce fut le cas, mais dont la signification ne se révèle complètement que sur une scène de théâtre. On a parlé de Debussy à son propos. La simplicité de la déclamation lyrique et parfois la similitude de l'atmosphère poétique font effectivement penser à Pelléas. Barbe-Bleue en est pourtant essentiellement différent, tant à cause du caractère de l'héroïne infiniment moins douce et moins pure que Mélisande, que du langage musical constamment tendu, sans aucun de ces alanguissements qui caractérisent la partition debussyste. Le jeu des analogies pourrait conduire aussi à remarquer l'influence de Wagner dans la vibrante manière dont la châtelaine présente ses domaines à Judith ; et la parenté avec le Stravinsky du Sacre (1913) dans les audacieuses dissonances qui précèdent l'ouverture de la sixième partie. Ce qui importe, à côté de la belle simplicité du chant, c'est la présence d'une musique à la fois intelligente, sensible et puissante qui commente l'action et la conduit inéluctablement vers son issue tragique. Bartok est déjà là tout entier, sensible et tendu. Il sera parfois plus fulgurant, jamais plus sincère.

L'interprétation fut digne de la partition. Ferencsik, en en soulignant toutes les richesses, a maintenu son unité profonde et a conduit inexorablement le drame à son dénoue-

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

LA VIELLE DAME
INDIGNE

APPEL DU C.N.A.L

Comité national

d'action laïque

A L'OPINION

UNE nouvelle rentrée scolaire vient d'avoir lieu, marquée comme les précédentes, par des difficultés générales et locales lourdes de conséquences.

— Les classes maternelles, trop peu nombreuses et alourdies par des effectifs pléthoriques, ne peuvent, notamment dans les villes, remplir leur véritable mission.

— Faute de créations de postes en nombre suffisant, des classes élémentaires sont menacées de fermeture, et l'enseignement primaire, base de tout notre édifice scolaire et universitaire, se voit imposer des conditions de fonctionnement, de travail et de recrutement des maîtres, qui compromettent son efficacité, la valeur de son œuvre d'éducation et son avenir même.

— Des dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents n'ont pu, faute de place, être accueillis dans des établissements scolaires correspondant à leurs aptitudes, notamment au niveau des classes de quatrième, de seconde des enseignements de deuxième degré et de la première année des collèges d'enseignement technique. Dans l'immédiat, ils sont donc privés, contre toute justice, d'un enseignement qu'ils auraient suivi avec profit et cette contrainte, qui exclut toute véritable orientation, compromet gravement leur avenir.

— Ceux qui ont eu la chance d'être acceptés ont trouvé encore trop souvent des classes surchargées, des chaires sans professeurs ou des maîtres remplaçants à qui on n'a pas donné la formation indispensable.

— Mais d'autres, trop nombreux, ne bénéficient même pas d'apparences trompeuses et n'ont disposé à 14 ans d'aucun établissement d'accueil ; ils se voient condamnés, contre leur volonté, à une activité professionnelle prématurée ou, plus grave encore, au chômage et aux dangers de la rue.

Les retards accumulés dans tous les domaines sont tels que, par exemple, la prolongation à 16 ans de la scolarité obligatoire ne pourra être effective dans le délai pourtant très large que le gouvernement s'était lui-même accordé par l'ordonnance du 6 janvier 1959 ; fixée par la loi en 1967, reportée une première fois à 1972, elle ris-

que de subir de nouveaux et plus importants retards encore.

Et pourtant, le gouvernement, qui se refuse obstinément à reconnaître ces insuffisances dans un domaine aussi vital pour la Nation, ne craint pas d'afficher un optimisme étonnant. Mais, dans le même temps, il présente pour 1966 un budget qui n'est susceptible d'apporter aucune amélioration à la situation actuelle. Il paraît, en outre, tout à fait décidé à procéder à un abatement de 40 p. 100 sur les crédits proposés par la Commission d'équipement scolaire du V^e Plan, ce qui aura pour conséquences l'abandon inévitable d'objectifs importants qu'il s'était lui-même fixés.

Avec le même optimisme, il met en place précipitamment une refonte totale du deuxième cycle du deuxième degré, classique, moderne et technique, du baccalauréat et de l'enseignement supérieur dans des conditions qui accroissent la confusion née des réformes entreprises depuis 1959 et dont les défenseurs de l'école ont justement dénoncé l'inspiration malthusienne et antidémocratique.

CETTE situation ne saurait se prolonger sans que soit gravement compromis l'avenir des enfants et des adolescents.

C'est pourquoi le C.N.A.L., qui ne saurait se résoudre à voir l'École et l'Université s'épuiser dans un drame quotidien, lance au pays et à l'opinion, avec l'accord des groupements et des partis qui soutiennent son action, un nouveau cri d'alarme et un pressant appel.

Il faut que cesse au plus vite la grande détresse de l'Université d'autant plus scandaleuse qu'au moment même où il lui mesure les crédits, le Pouvoir encourage le patronat à démanteler l'enseignement technique public et accroît son effort, notamment par le biais de la loi Debré, au profit d'une école confessionnelle concurrente.

Il faut que l'enseignement public dispose enfin des moyens et des structures qui lui permettront de faire face plei-

nement à sa mission de formation de la jeunesse.

Ce qui signifie :

— que le budget de l'Éducation nationale, n'étant plus sacrifié à d'autres impératifs, devienne le budget de l'avenir ;

— que soit engagé, au cours du V^e Plan, un crédit de 34 milliards de F pour les investissements scolaires, somme jugée nécessaire par la Commission de l'Équipement scolaire pour « *le strict accomplissement des tâches absolument indispensables* » ;

— que les structures de l'enseignement étant enfin adaptées à un monde en évolution, une réforme démocratique de l'enseignement, inspirée des principes du Plan Langevin-Wallon et du Colloque du C.N.A.L. d'avril 1964, supprime toute préorientation arbitraire, toute spécialisation hâtive et assure à tous les jeunes un développement complet dans l'égalité et la diversité ;

— que la gratuité des études, sans laquelle il ne saurait y avoir de véritable démocratisation de l'enseignement, soit effective ;

— que soit organisée une véritable éducation permanente ;

— qu'on développe largement et sans délai les Ecoles normales primaires et les établissements de formation de professeurs ;

— que toutes les mesures financières soient prises d'urgence pour que les jeunes les mieux doués pour l'enseignement ne se détournent plus de cette carrière au profit de situations moins défavorisées et pour que l'Université retrouve, en nombre et en qualité, les maîtres dont nos enfants ont besoin.

APRES tant de retards accumulés, il appartient aux Français d'exiger que soit sauvegardé le droit de tous les enfants à l'éducation, à l'apprentissage d'un métier et à la culture. Le C.N.A.L. les appelle à lutter contre les graves insuffisances d'une politique scolaire dont le maintien compromettrait irrémédiablement le destin de toute une génération et à se faire les bâtisseurs enthousiastes de l'Université nouvelle.